

## REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

## SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

F. 2009 — 2499

[2009/203045]

**30 AVRIL 2009. — Arrêté du Gouvernement wallon relatif aux indemnités et subventions dans les sites Natura 2000**

Le Gouvernement wallon,

Vu la loi du 12 juillet 1973 sur la conservation de la nature, telle que modifiée la dernière fois par le décret du 30 avril 2009 portant des dispositions modifiant la loi sur la conservation de la nature du 12 juillet 1973 et le Livre I<sup>er</sup> du Code de l'Environnement, notamment ses articles 31 et 59;

Vu la loi du 28 mars 1975 relative au commerce des produits de l'agriculture, de l'horticulture et de la pêche maritime, notamment son article 3, § 1<sup>er</sup>, 1<sup>o</sup>;

Vu le Règlement (CE) n° 1290/2005 du Conseil du 21 juin 2005 relatif au financement de la politique agricole commune;

Vu le Règlement (CE) n° 1782/2003 du Conseil du 29 septembre 2003 établissant des règles communes pour les régimes de soutien dans le cadre de la politique agricole commune et établissant certains régimes de soutien en faveur des agriculteurs et modifiant les Règlements (CEE) n° 2019/93, (CE) n° 1452/2001, (CE) n° 1453/2001, (CE) n° 1454/2001, (CE) n° 1868/94, (CE) n° 1251/1999, (CE) n° 1254/1999, (CE) n° 1673/2000, (CEE) n° 2358/71 et (CE) n° 2529/2001;

Vu le Règlement (CE) n° 73/2009 du Conseil du 19 janvier 2009 établissant des règles communes pour les régimes de soutien direct en faveur des agriculteurs dans le cadre de la politique agricole commune et établissant certains régimes de soutien en faveur des agriculteurs, modifiant les règlements (CE) n° 1290/2005, (CE) n° 247/2006 et (CE) n° 378/2007, et abrogeant le Règlement (CE) n° 1782/2003;

Vu le Règlement (CE) n° 796/2004 de la Commission du 21 avril 2004 portant modalités d'application de la conditionnalité, de la modulation et du système intégré de gestion et de contrôle prévus par le Règlement (CE) n° 1782/2003 du Conseil du 29 septembre 2003 établissant des règles communes pour les régimes de soutien direct dans le cadre de la politique agricole commune et établissant certains régimes de soutien en faveur des agriculteurs;

Vu le Règlement (CE) n° 1698/2005 du Conseil du 20 septembre 2005 concernant le soutien au développement rural par le Fonds européen agricole pour le développement rural (FEADER), notamment les articles 36 (b) (iv), 38 et 46;

Vu le Règlement (CE) n° 1974/2006 de la Commission du 15 décembre 2006 portant modalités d'application du règlement (CE) n° 1698/2005 du Conseil concernant le soutien au développement rural par le Fonds européen agricole pour le développement rural (FEADER), notamment l'article 30, les points 5.3.2.1.3 et 5.3.2.2.4 de l'annexe II;

Vu le Règlement (CE) n° 1975/2006 de la Commission du 7 décembre 2006 portant modalités d'application du Règlement (CE) n° 1698/2005 du Conseil en ce qui concerne l'application de procédures de contrôle et de conditionnalité pour les mesures de soutien au développement rural;

Vu le programme de développement rural de la Wallonie pour la période de programmation 2007-2013, par la Décision C (2007) 6083 de la Commission du 30 novembre 2007;

Vu la décision du Gouvernement wallon du 29 mai 2008 portant sur la méthodologie de mise en œuvre des arrêtés de désignation et notamment sur les aides et subventions activables au sein des sites Natura 2000;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 8 septembre 2008;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 11 septembre 2008;

Vu l'avis du Conseil supérieur wallon de la Conservation de la Nature, donné le 19 novembre 2008;

Vu l'avis 45.798/4 du Conseil d'Etat, donné le 5 février 2009, en application de l'article 84, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 1<sup>o</sup> des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Vu l'urgence;

Considérant qu'il convient, dans le cadre de la gestion active des sites Natura 2000, de maintenir et restaurer des milieux naturels propices à la faune et à la flore, tout en permettant conjointement la poursuite et le développement des activités agricoles et forestières au sein de ces sites;

Considérant que la mise en œuvre des objectifs du réseau Natura 2000, des interdictions et des autres mesures préventives visant à la préservation des milieux naturels et des espèces impose des contraintes particulières aux gestionnaires agricoles et forestiers établis dans les sites Natura 2000;

Considérant qu'il convient de compenser, par des indemnités appropriées, ces contraintes;

Considérant qu'il y a lieu d'encourager, par des subventions, la gestion active des sites Natura 2000 par des actions volontaires qui visent à maintenir, à gérer, voire à restaurer les milieux agricoles, forestiers et naturels en vue de maintenir ou rétablir dans un état de conservation favorable les espèces et les types d'habitat naturel d'intérêt communautaire pour lesquels les sites ont été désignés;

Considérant qu'il est urgent de prendre ces mesures dans la mesure où les premiers arrêtés de désignation sont sur le point d'être adoptés et publiés et qu'il importe de pouvoir faire entrer en vigueur le régime d'indemnités et de subventions prévus par le présent arrêté dès l'entrée en vigueur de ces arrêtés de désignation; qu'en outre il importe de lancer le plus vite possible la gestion active des sites Natura 2000 pour ne pas compromettre la réalisation des objectifs du réseau Natura 2000 suite à une évolution négative des sites faute d'une gestion appropriée;

Sur la proposition du Ministre de l'Agriculture, de la Ruralité, de l'Environnement et du Tourisme;

Après délibération,

Arrête :

CHAPITRE 1<sup>er</sup>. — Définitions

**Article 1<sup>er</sup>.** Pour l'application du présent arrêté, on entend par :

- Administration : la Direction générale opérationnelle Agriculture, Ressources naturelles et Environnement du Service public de Wallonie;

- agriculteur : personne physique ou morale ou groupement de personnes physiques et/ou morales dont l'exploitation se trouve en Belgique et qui y exerce une activité agricole;

- contrat de gestion : engagement signé entre l'agriculteur et l'Administration afin de maintenir ou d'améliorer l'état de conservation des habitats et espèces d'intérêt communautaire. Le contrat contient les pratiques à mettre en œuvre et porte sur l'ensemble des superficies exploitées par l'agriculteur couvertes par un (ou plusieurs) arrêté(s) de désignation. La durée du contrat est de minimum neuf ans renouvelable tacitement;

- déclaration de superficie : déclaration du producteur indiquant toutes les parcelles agricoles qu'il gère et leurs superficies, quelles que soient les spéculations, conformément à l'article 6, § 1<sup>er</sup>, du Règlement (CE) n° 796/2004 de la Commission du 21 avril 2004 portant modalités d'application de la conditionnalité, de la modulation et du système intégré de gestion et de contrôle prévus par le Règlement (CE) n° 1782/2003 du Conseil du 29 septembre 2003 établissant des règles communes pour les régimes de soutien direct dans le cadre de la politique agricole commune et établissant certains régimes de soutien en faveur des agriculteurs;

- exploitation : l'ensemble des unités de production, situées sur le territoire géographique de la Belgique, gérées de façon autonome par un seul et même agriculteur;

- parcelle agricole : toute étendue de terre arable ou de prairie d'un seul tenant gérée de manière homogène au cours d'un cycle cultural;

- parcelle forestière feuillue : toute étendue de forêt au sens du Code forestier et non constitutive de plantations exotiques cartographiées comme telles dans l'arrêté de désignation du site Natura 2000;

- prairie permanente : terre consacrée à la production d'herbe et d'autres plantes fourragères herbacées telle que définie à l'article 2, point 2), du Règlement (CE) n° 796/2004;

- prairie permanente à contraintes faibles : prairie permanente située en site Natura 2000 dans laquelle aucune limitation spécifique concernant la fertilisation n'est reprise dans l'arrêté du Gouvernement wallon portant les mesures préventives générales applicables aux sites Natura 2000 ou dans l'arrêté de désignation du site Natura 2000;

- prairie permanente à contraintes fortes : prairie permanente située en site Natura 2000 autres que celles à contraintes faibles;

- propriétaire privé : propriétaire autre que public de terrains situés en Région wallonne ou titulaire, sur de tels biens, d'un droit réel en emportant l'usage;

- propriétaire public : personne morale de droit public possédant des terrains situés en Région wallonne ou titulaire, sur de tels biens, d'un droit réel en emportant l'usage. Les terrains visés par le présent arrêté ne concernent pas les propriétés régionales ou fédérales.

### **Titre 1<sup>er</sup>. — Indemnités agricoles et non agricoles et subventions équivalentes ou supplémentaires**

#### **CHAPITRE II. — Indemnité agricole**

**Art. 2.** L'indemnité suivante est accordée annuellement aux agriculteurs qui exploitent des parcelles agricoles reprises en site Natura 2000 dont l'arrêté de désignation a été publié au *Moniteur belge* au plus tard le 31 mars de l'année considérée :

- a. 100 euros par hectare pour les superficies de prairie permanente à contraintes faibles;
- b. 200 euros par hectare pour les superficies de prairie permanente à contraintes fortes;
- c. 200 euros par hectare pour les superficies de cultures désignées en site Natura 2000 pour la présence de brôme épais.

**Art. 3.** Pour pouvoir bénéficier de l'indemnité visée à l'article 2, l'agriculteur doit satisfaire aux conditions suivantes :

1. être identifié auprès de l'Administration dans le cadre du système intégré de gestion et de contrôle (SIGEC) conformément aux dispositions du Règlement (CE) n° 1782/2003 du Conseil du 29 septembre 2003 établissant des règles communes pour les régimes de soutien dans le cadre de la politique agricole commune et établissant certains régimes de soutien en faveur des agriculteurs;

2. disposer d'une superficie cumulée visée à l'article 2 induisant une indemnité d'au moins deux cents euros;

3. introduire annuellement, par envoi recommandé ou contre remise d'un accusé de réception, auprès de la Direction des Services extérieurs du Département des Aides de la Direction générale opérationnelle Agriculture, Ressources naturelles et Environnement du Service public de Wallonie, une demande d'indemnité au moyen du formulaire de déclaration de superficie établi par l'Administration. L'agriculteur doit y indiquer clairement toutes les parcelles agricoles qu'il exploite en ce compris celles pour lesquelles aucune aide, subvention ou indemnité n'est demandée, pour quelque régime d'aide que ce soit.

La demande dûment complétée, datée et signée, doit être accompagnée d'une copie des photoplans fournis par l'administration sur lesquels sont localisées avec précision les parcelles agricoles déclarées;

4. respecter, pour les parcelles pour lesquelles il demande l'indemnité, les mesures reprises à l'arrêté de désignation et à l'arrêté du Gouvernement wallon portant les mesures préventives générales applicables aux sites Natura 2000;

5. disposer d'un contrat de gestion valide. Le contrat de gestion doit être conclu dans le délai prévu dans la loi du 12 juillet 1973 relatif à la conservation de la nature, soit dans les deux ans après la date de prise d'effet de l'arrêté de désignation. L'indemnité n'est versée qu'après signature du contrat de gestion, avec prise d'effet à la date de l'arrêté de désignation. Si le contrat de gestion est conclu après ce délai de deux ans, l'indemnité n'est due qu'à partir du 1<sup>er</sup> avril de l'année suivant la date de signature dudit contrat;

6. disposer de la parcelle à la date définie par l'Administration conformément à l'article 44, § 3, du Règlement (CE) n° 1782/2003 du Conseil du 29 septembre 2003 établissant des règles communes pour les régimes de soutien dans le cadre de la politique agricole commune et établissant certains régimes de soutien en faveur des agriculteurs;

7. respecter, sur l'ensemble de son exploitation, les exigences du régime de la conditionnalité.

#### **CHAPITRE III. — Indemnité non agricole**

**Art. 4.** Une indemnité de 40 euros par hectare de parcelle forestière feuillue est accordée annuellement aux propriétaires privés qui possèdent des parcelles forestières reprises en sites Natura 2000 dont l' (les) arrêté(s) de désignation a (ont) été publié(s) au *Moniteur belge* au plus tard le 31 mars de l'année considérée.

**Art. 5.** Pour pouvoir bénéficier de l'indemnité visée à l'article 4, le propriétaire privé doit satisfaire aux conditions suivantes :

1. être identifié auprès de l'administration dans le cadre du système intégré de gestion et de contrôle (SIGEC) conformément aux dispositions du Règlement (CE) n° 1782/2003 précité;

2. disposer de parcelles forestières feuillues en site(s) Natura 2000 couvert(s) par un (des) arrêté(s) de désignation;

3. introduire annuellement, par envoi recommandé ou contre remise d'un accusé de réception, auprès de la Direction des Services extérieurs du Département des Aides de la Direction générale opérationnelle Agriculture, Ressources naturelles et Environnement du Service public de Wallonie, une demande d'indemnité au moyen du formulaire établi par l'Administration. La demande dûment complétée, datée et signée, doit être accompagnée d'une copie des photoplans fournis par l'Administration et sur lesquels sont localisées les superficies déclarées. Ces superficies doivent inclure toutes les parcelles forestières feuillues appartenant au propriétaire et couvertes par un ou plusieurs arrêté(s) de désignation;

4. respecter, pour les superficies pour lesquelles il demande l'indemnité, les mesures reprises à l'arrêté de désignation et à l'arrêté du Gouvernement wallon portant les mesures préventives générales applicables aux sites Natura 2000;

5. disposer de la parcelle à la date définie par l'administration conformément à l'article 44, § 3 du Règlement (CE) n° 1782/2003 précité;

6. respecter, sur l'ensemble des parcelles forestières feuillues faisant l'objet d'une demande d'indemnisation, les exigences du régime de la conditionnalité.

#### CHAPITRE IV. — *Subvention équivalente à l'indemnité non agricole*

**Art. 6.** § 1<sup>er</sup>. Le propriétaire privé possédant moins de 5 ha de parcelles forestières dans un même site Natura 2000 couvert par arrêté de désignation peut bénéficier d'une subvention équivalente à l'indemnité visée à l'article 4 pour autant qu'il respecte les engagements repris au § 2.

§ 2 Dans le cas visé au § 1<sup>er</sup>, le propriétaire privé s'engage à respecter les interdictions qui suivent pendant une période de quinze ans sur l'ensemble des parcelles bénéficiant de la subvention pour autant que l'indemnité publique continue à être versée annuellement :

a. la plantation, la replantation et le semis artificiel de résineux sur une largeur de 12 mètres de part et d'autre de tous les cours d'eau; cette distance est portée à 25 mètres sur les sols alluviaux et hydromorphes à nappe temporaire tels que délimités par la Carte des sols de Belgique;

b. la coupe et l'enlèvement de tous les arbres morts couchés ou debout dans les types d'habitats naturels prioritaires forestiers ainsi que dans les îlots de conservation et les réserves intégrales;

c. en dehors des peuplements exotiques cartographiés comme tels dans l'arrêté de désignation, la coupe et l'enlèvement d'arbres morts qui n'assureraient pas le maintien des arbres morts couchés ou debout à concurrence de minimum deux arbres morts de diamètre supérieur à 40 cm par hectare, à l'exclusion des arbres à forte valeur économique unitaire ou des arbres présentant une menace pour la sécurité, moyennant approbation du Département de la Nature et des Forêts;

d. dans les peuplements exotiques cartographiés comme tels dans l'arrêté de désignation, la coupe et l'enlèvement d'arbres morts qui n'assureraient pas le maintien des quilles d'arbres cassés et des arbres desséchés, y compris dans les mises à blanc, à concurrence de deux arbres par hectare;

e. la coupe d'arbres qui ne maintiendrait pas au moins un arbre d'intérêt biologique au sens de l'article 71 du Code forestier par deux hectares;

f. toute exploitation dans les îlots de conservation et dans les réserves intégrales; seuls y sont autorisés le contrôle du gibier, la sécurisation des chemins et l'organisation de l'accueil du public; les surfaces concernées sont délimitées dans les peuplements feuillus, à concurrence de trois pour cent de la superficie totale à l'exception des peuplements exotiques cartographiés comme tels dans l'arrêté de désignation, sur un plan fourni par l'administration et approuvé par le Département de la Nature et des Forêts;

g. la plantation et la replantation en bordure de massif qui n'assure pas le maintien ou la création d'un cordon d'essences arbustives d'au moins 10 mètres de large.

#### CHAPITRE V. — *Subvention supplémentaire en milieu non agricole*

**Art. 7.** § 1<sup>er</sup>. Le propriétaire privé qui bénéficie des indemnités non agricoles visées à l'article 4 ou qui souscrit à la subvention équivalente visée à l'article 6 peut solliciter une subvention supplémentaire pour les surfaces :

1. de lisière allant au-delà de l'engagement de base repris dans l'arrêté du Gouvernement wallon portant les mesures préventives générales applicables aux sites Natura 2000 et à l'article 6 point g du présent arrêté; la surface éligible à la subvention supplémentaire est constitué d'une bande de 20 mètres de large au-delà des 10 mètres;

2. d'îlot de conservation au-delà de l'engagement de base repris dans l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 octobre 2008 portant les mesures préventives générales applicables aux sites Natura 2000 et à l'article 6, point f, du présent arrêté; la surface éligible à la subvention supplémentaire se situe au-delà des 3 % .

§ 2. La subvention supplémentaire visée au § 1<sup>er</sup> est également accessible aux propriétaires publics pour les surfaces au delà des impositions légales prévues par l'article 71 du Code forestier.

§ 3. Le montant de la subvention supplémentaire est de 100 euros pour chaque hectare visé à l'article 7, § 1<sup>er</sup>.

§ 4. La surface minimale cumulée pour bénéficier de la subvention supplémentaire est de 1 ha. Elle peut être constituée de plusieurs éléments pour autant que ceux-ci aient une surface individuelle de 10 ares.

§ 5. Les lisières et îlots de conservation subventionnés en vertu du présent article doivent être maintenus pendant une période de minimum trente ans.

#### CHAPITRE VI. — *Paiements et recouvrements de paiements indus*

**Art. 8.** § 1<sup>er</sup>. Les indemnités visées aux articles 2 et 4, la subvention équivalente visée à l'article 6 et la subvention supplémentaire visée à l'article 7 sont payées annuellement sur base d'une demande introduite à l'Administration au plus tard le 31 mars.

Les demandes introduites donnant droit à l'indemnité ou à la subvention sont honorées jusqu'à épuisement de l'autorisation d'engagement disponible. L'Administration vérifie que toute demande introduite est complète et conforme.

L'indemnité ou la subvention n'est accordée que si le déclarant a respecté ses engagements sur la superficie faisant l'objet de la demande. La période couverte par l'indemnité débute le 1<sup>er</sup> avril de l'année à laquelle elle se rapporte pour se terminer le 31 mars de l'année suivante.

Sauf cas dûment justifié, l'indemnité ou la subvention est payée dans les cinq mois suivant la fin de la période d'engagement annuel à laquelle elle se rapporte.

L'indemnité ou la subvention est établie par l'administration sur base de toutes données utiles, notamment celles figurant dans la déclaration de superficie, dans l'arrêté de désignation et l'arrêté du Gouvernement wallon portant les mesures préventives générales applicables aux sites Natura 2000, le cas échéant dans le contrat de gestion et sur base des contrôles administratifs ou sur place.

§ 2. L'introduction tardive de la demande entraîne une diminution du montant de l'indemnité ou de la subvention de 1 % par jour ouvrable de retard par rapport à la date limite fixée par l'administration pour l'introduction des formulaires de déclaration de superficie.

Toute demande introduite avec plus de vingt-cinq jours calendrier de retard est irrecevable.

Dans ce cas, le droit à l'indemnité ou à la subvention pour l'année concernée est perdu sans pour cela libérer le bénéficiaire de ses engagements.

§ 3. Une notification du calcul des indemnités et subventions octroyées est envoyée au bénéficiaire à l'issue de chaque période annuelle couverte par l'indemnité.

**Art. 9.** Si, pour une même parcelle, des indemnités agricoles visées à l'article 2, d'une part, et des indemnités non agricoles visées à l'article 4 ou des subventions visées aux articles 6 et 7, d'autre part, sont sollicitées, l'indemnité agricole visée à l'article 2 sera accordée de façon prioritaire et exclusive.

**Art. 10.** Le bénéficiaire peut introduire un recours contre le calcul des indemnités ou des subventions visées respectivement aux articles 2, 4, 6 et 7 auprès de l'Inspecteur général du Département des Aides de la Direction générale opérationnelle Agriculture, Ressources naturelles et Environnement du Service public de Wallonie. Pour être recevable, ce recours écrit devra être envoyé par recommandée dans un délai de trente jours calendrier à dater de la notification dudit calcul par l'administration et devra être accompagné des documents justifiant le recours. Tout recours envoyé sous une autre forme, en dehors du délai prévu ou sans justificatif entraîne la nullité du recours.

**Art. 11.** § 1<sup>er</sup>. En cas d'indemnité de subvention indûment versée, l'Administration peut opérer une compensation avec tout montant dû au demandeur au titre des aides prévues à l'axe 2 du Règlement (CE) n° 1698/2005 et CE n° 1782/2003.

Le recouvrement d'un paiement indu peut être effectué par voie de déduction sur les paiements ou sur les avances qui interviennent en faveur du bénéficiaire concerné après la décision de recouvrement. Toutefois, le bénéficiaire concerné reste libre de rembourser les sommes dues sans attendre cette déduction.

L'alinéa précédent reste applicable en cas de saisie, de cession, de situation de concours ou procédure d'insolvabilité.

§ 2. En cas de recouvrement, le taux d'intérêt est calculé au taux légal. Les intérêts courent de la notification de l'obligation de remboursement au bénéficiaire jusqu'à la date dudit remboursement ou de la déduction des sommes dues. Lorsque le paiement indu est remboursé dans les trente premiers jours calendrier suivant la date de la demande de recouvrement ou lorsque la déduction des sommes dues est opérée dans le même délai, aucun intérêt n'est dû.

## Titre 2. — Subventions à la gestion des milieux ouverts non agricoles et à la restauration

### CHAPITRE VII. — Dispositions générales

**Art. 12.** Une subvention est attribuée aux travaux de restauration d'habitats et d'habitats d'espèces d'intérêt communautaire ainsi qu'aux travaux de gestion des milieux ouverts non agricoles.

Les demandes introduites donnant droit à la subvention sont honorées jusqu'à épuisement de l'autorisation d'engagement disponible. L'Administration vérifie que toute demande introduite est complète et conforme.

La subvention est accordée aux propriétaires publics ou privés de terrains situés en Région wallonne. Sont exclues de ce régime de subvention les parcelles faisant l'objet d'une demande d'aide agricole la même année par le demandeur de la présente subvention.

**Art. 13.** Toute demande de subvention est adressée au Directeur de la Direction extérieure du Département de la Nature et des Forêts où se trouve la propriété ou, le cas échéant, la plus grande partie de celle-ci. La demande indique les nom, prénom et adresse du bénéficiaire en mentionnant la nature du droit réel et, éventuellement, les coordonnées de son mandataire.

Elle reprend les surfaces faisant l'objet de la demande.

Elle est accompagnée :

1. d'un plan fourni par l'administration sur laquelle sont entourées d'un trait rouge la ou les parcelles concernées;
2. d'un extrait de plan cadastral sur lequel les parcelles ou parties pour lesquelles la subvention est sollicitée sont entourées d'un trait rouge;
3. d'une description des travaux envisagés et des subventions sollicitées;
4. d'un devis estimatif des opérations.

Un accusé de réception est adressé au demandeur dans les dix jours ouvrables.

**Art. 14.** Il ne peut être accepté qu'une demande de subvention par propriétaire et par année civile au sein d'un même site Natura 2000. En cas d'indivision, c'est cette dernière qui est considérée comme ayant introduit la demande et non pas chacun des co-propriétaires. Chaque demande peut inclure une ou plusieurs parcelles.

**Art. 15.** Le directeur de la Direction extérieure du Département de la Nature et des Forêts saisi de la demande de subvention se prononce sur la demande dans les soixante jours calendrier à dater de la réception du dossier complet. Les travaux ne peuvent débuter qu'après avoir reçu l'accord du Directeur et, le cas échéant, l'obtention des autorisations et permis nécessaires à la réalisation des travaux.

Le demandeur peut introduire par pli recommandé à la poste un recours auprès de l'Inspecteur général du Département de la Nature et des Forêts contre la décision de refus de subvention ou en cas d'absence de décision du directeur de la Direction extérieure du Département de la Nature et des Forêts endéans le délai prévu. L'inspecteur général du Département de la Nature et des Forêts dispose de soixante jours pour adresser notification de sa décision au demandeur, par pli recommandé à la poste.

**Art. 16.** La subvention est liquidée en une fois après vérification de l'exécution des travaux par le directeur de la Direction extérieure du Département de la Nature et des Forêts ou son délégué sur base des montants forfaitaires prévus ou sur présentation des copies des factures acquittées certifiées conformes par le demandeur et d'un bordereau récapitulatif. La demande de paiement doit parvenir au directeur de la Direction extérieure du Département de la Nature et des Forêts vingt-deux mois au plus tard après la date de la décision sur la demande de subvention.

CHAPITRE VIII. — *Restauration**Section 1<sup>re</sup>. — Subventions à la restauration des pelouses et des landes*

**Art. 17.** Pour la restauration de pelouses et de landes, la subvention est octroyée aux conditions suivantes :

1. la parcelle qui fait l'objet de la demande de subvention est située dans un site Natura 2000;
2. la parcelle possède un potentiel biologique en vue d'y restaurer une pelouse ou une lande;
3. le propriétaire doit maintenir le caractère ouvert de la pelouse ou de la lande par débroussaillage ou par l'établissement d'un programme de pâturage extensif approuvé sur base d'un rapport scientifique;
4. le propriétaire doit maintenir l'état de pelouse ou de lande pendant quinze ans à partir de l'octroi de la subvention.

**Art. 18.** Les travaux éligibles sont les suivants :

- 1° le déboisement sur base d'un montant forfaitaire de € 4.000 par ha;
- 2° le débroussaillage sur base d'un montant justifié par facture plafonné à € 2.000 par ha;
- 3° la pose de clôtures sur base d'un montant justifié par facture plafonné à € 10 par mètre et pour un maximum de 250 m par ha;
- 4° l'installation d'abris à moutons à raison de 40 % du montant des travaux, ces derniers étant plafonnés à € 3.000 , par abri et avec un maximum d'un abri par 5 ha de milieux restaurés.

*Section 2. — Subventions à l'exploitation de résineux*

**Art. 19.** Pour l'exploitation de résineux, la subvention est octroyée aux conditions suivantes :

1. la parcelle qui fait l'objet de la demande de subvention est située dans un site Natura 2000;
2. l'âge du peuplement est égal ou supérieur à trente-cinq ans;
3. après exploitation, le bénéficiaire de la subvention est tenu pendant une période minimale de trente ans :
  - soit de préserver le caractère ouvert par débroussaillage, pâturage ou fauchage régulier
  - soit de ne pas replanter des résineux ou des feuillus non indigènes. En cas de replantation de feuillus indigènes, ceux-ci doivent être adaptés à la station (en référence au fichier écologique des essences);
4. la surface subventionnée exclut toute zone où la plantation de résineux était interdite lors de la plantation;
5. en cas d'existence d'un réseau de drainage actif, obligation de le rendre non opérationnel.

**Art. 20.** Les travaux éligibles sont les suivants :

1° le déboisement subventionné sur base d'un montant forfaitaire par ha tel que repris ci-dessous en fonction de l'âge atteint :

35 ans :	€ 7.000
50 ans :	€ 5.500
55 ans :	€ 4.140
60 ans :	€ 2.700
65 ans :	€ 1.200

2° en classe 6 des peuplements d'épicéa, les coûts d'exploitation si le déboisement est effectué à l'aide d'engins chenillés sur base d'un montant forfaitaire de € 3.000 par ha. Dans ce cas, la subvention prévue au 1° du présent article n'est pas accordée.

3° le comblement des drains sur base d'un montant justifié par facture plafonné à € 500 par ha.

4° complémentaiement aux points 1 à 3 visés ci-avant, le maintien du caractère ouvert de la parcelle conformément à l'article 19, 3°, point *a*, pour une période minimale de trente ans, donne lieu à un montant forfaitaire et unique de € 2.000 par ha.

#### Section 3. — Autres travaux de restauration

**Art. 21.** Pour les travaux de restauration non visés aux deux précédentes sections, une subvention est octroyée aux conditions suivantes :

1. la parcelle qui fait l'objet de la demande de subvention est située dans un site Natura 2000;
2. la parcelle possède un potentiel biologique en vue d'y restaurer un habitat ou un habitat d'espèce d'intérêt communautaire;
3. le demandeur s'engage à conserver et à entretenir les aménagements créés en faveur des espèces et des habitats d'intérêt communautaire pendant une durée minimale de quinze ans;
4. la subvention est accordée à concurrence des factures acquittées et plafonnée à 5.000 euros par demandeur et par an.

#### CHAPITRE IX. — Gestion de milieux ouverts non agricoles

**Art. 22.** Une subvention est accordée pour la gestion de milieux ouverts non agricoles aux conditions suivantes :

1. la parcelle qui fait l'objet de la demande de subvention est située dans un site Natura 2000;
2. la parcelle possède un intérêt biologique en vue de maintenir ou de développer un habitat ou un habitat d'espèce d'intérêt communautaire;
3. le demandeur s'engage à conserver et à entretenir les aménagements créés en faveur des espèces et des habitats d'intérêt communautaire pendant une durée minimale de cinq ans;
4. la subvention est accordée à concurrence des factures acquittées et plafonnée à 2.000 euros par ha et par an.

#### Titre 3. — Dispositions générales

##### CHAPITRE X. — Cession

**Art. 23.** Lorsque le demandeur d'une indemnité ou d'une subvention régie par le présent arrêté cède, temporairement ou définitivement, une superficie couverte par un arrêté de désignation et/ou un contrat de gestion et/ou un engagement pris dans le cadre de cet arrêté à un tiers, le cédant est tenu d'informer le cessionnaire des engagements qui portent sur cette superficie. Le cessionnaire doit, sauf dérogation préalable de l'administration, continuer à respecter les termes de l'arrêté de désignation et/ou du contrat de gestion et/ou de l'engagement jusqu'à son terme.

**Art. 24.** Pour les demandes d'indemnité ou de subvention visées aux articles 2, 4, 6 et 7, cette cession ne peut avoir effet qu'au premier avril de l'année qui suit ladite cession.

**Art. 25.** Chaque demandeur est tenu d'informer l'Administration de cette cession dans les trente jours calendrier qui suivent ladite cession.

##### CHAPITRE XI. — Mise en œuvre

**Art. 26.** Seules les superficies situées sur le territoire géographique de la Région wallonne peuvent bénéficier des indemnités prévues par le présent arrêté.

Les indemnités et les subventions prévues en vertu du présent arrêté ne sont pas cumulables avec les subventions accordées aux réserves naturelles et forestières au sens de l'article 3 de la loi sur la conservation de la nature.

**Art. 27.** § 1<sup>er</sup>. L'Administration est chargée du paiement des indemnités et les subventions prévues par le présent arrêté ainsi que de la récupération des paiements indus.

##### CHAPITRE XII — Contrôles et pénalités

**Art. 28.** Les agents de l'administration sont habilités à contrôler le respect des engagements et dispositions prévus dans l'arrêté de désignation d'un site Natura 2000, dans l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 octobre 2008 portant les mesures préventives générales applicables aux sites Natura 2000, dans le contrat de gestion et dans le présent arrêté.

**Art. 29.** Tout refus de contrôle entraîne automatiquement le refus de la demande d'indemnité.

**Art. 30.** Lorsque les engagements et dispositions prévus dans l'arrêté de désignation, dans l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 octobre 2008 portant les mesures préventives générales applicables aux sites Natura 2000, dans le contrat de gestion et dans le présent arrêté ne sont pas respectés, les pénalités suivantes sont appliquées :

1° si le non respect des engagements et dispositions a un impact négatif sur le patrimoine naturel limité dans le temps (maximum un an), aucune indemnité ne sera perçue pour toutes les parcelles faisant l'objet d'une demande d'indemnité. Cette sanction est appliquée pour les indemnités et subventions à percevoir pour l'année au cours de laquelle le non respect est constaté;

2° si le non respect des engagements et dispositions légales a un impact négatif sur le patrimoine naturel à moyen ou à long terme (au-delà d'un an), en plus de la sanction visée à l'article 30, 1°, une demande de remboursement de la totalité des indemnités et subventions perçues pour cette parcelle en vertu du présent arrêté sera adressée au bénéficiaire. Cette sanction est appliquée sur un maximum de dix années antérieures au non respect.

##### CHAPITRE XIII. — Dispositions finales

**Art. 31.** En ce qui concerne les indemnités et les subventions visées aux articles 4, 6 et 7 du présent arrêté, perçues par un propriétaire en vertu du présent arrêté, chaque bénéficiaire pourra percevoir ces indemnités et/ou ces subventions à concurrence d'un montant maximum de 200.000 euros au cours de trois années comptables successives et pour l'ensemble de ses parcelles reprises en Natura 2000.

**Art. 32.** Tout recours contre une décision de l'administration doit, sous peine de forclusion, lui être adressé dans les trente jours civils suivant la notification de la décision.

**Art. 33.** Le directeur général de la Direction générale opérationnelle Agriculture, Ressources naturelles et Environnement du Service public de Wallonie ou, en cas d'absence ou d'empêchement, le fonctionnaire qui le remplace, a délégation pour engager, approuver et ordonnancer les dépenses relatives aux indemnités et subventions prévues par le présent arrêté.

**Art. 34.** Le présent arrêté entre en vigueur dix jours après sa publication au *Moniteur belge* si cette publication est postérieure à celle du décret du 30 avril 2009 portant des dispositions modifiant la loi sur la conservation de la nature du 12 juillet 1973 et le Livre 1<sup>er</sup> du Code de l'Environnement.

A défaut, le présent arrêté entre en vigueur le jour de l'entrée en vigueur du décret du 30 avril 2009 portant des dispositions modifiant la loi sur la conservation de la nature du 12 juillet 1973 et le Livre I<sup>er</sup> du Code de l'Environnement.

Il s'applique à toutes les demandes d'indemnité et de subvention introduites à partir de 2009.

**Art. 35.** Le Ministre de l'Agriculture, de l'Environnement, de la Ruralité et du Tourisme est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 30 avril 2009.

Le Ministre-Président,

R. DEMOTTE

Le Ministre de l'Agriculture, de la Ruralité, de l'Environnement et du Tourisme,

B. LUTGEN

#### ÜBERSETZUNG

#### ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

D. 2009 — 2499

[2009/203045]

#### 30. APRIL 2009 — Erlass der Wallonischen Regierung über die Entschädigungen und Zuschüsse in den Natura 2000-Gebieten

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Gesetzes vom 12. Juli 1973 über die Erhaltung der Natur, in seiner zuletzt durch das Dekret vom 30. April 2009 mit Bestimmungen zur Abänderung des Gesetzes vom 12. Juli 1973 über die Erhaltung der Natur und des Buches I des Umweltgesetzbuches abgeänderten Fassung, insbesondere der Artikel 31 und 59;

Aufgrund des Gesetzes vom 28. März 1975 über den Handel mit Erzeugnissen der Landwirtschaft, des Gartenbaus und der Seefischerei, insbesondere seines Artikels 3, § 1, 1<sup>o</sup>;

Aufgrund der Verordnung (EG) Nr. 1290/2005 des Rates vom 21. Juni 2005 über die Finanzierung der Gemeinsamen Agrarpolitik;

Aufgrund der Verordnung (EG) Nr. 1782/2003 des Rates vom 29. September 2003 mit gemeinsamen Regeln für Direktzahlungen im Rahmen der Gemeinsamen Agrarpolitik und mit bestimmten Stützungsregelungen für Inhaber landwirtschaftlicher Betriebe und zur Änderung der Verordnungen (EWG) Nr. 2019/93, (EG) Nr. 1452/2001, (EG) Nr. 1453/2001, (EG) Nr. 1454/2001, (EG) Nr. 1868/94, (EG) Nr. 1251/1999, (EG) Nr. 1254/1999, (EG) Nr. 1673/2000, (EWG) Nr. 2358/71 und (EG) Nr. 2529/2001;

Aufgrund der Verordnung (EG) Nr. 73/2009 des Rates vom 19. Januar 2009 mit gemeinsamen Regeln für Direktzahlungen im Rahmen der gemeinsamen Agrarpolitik und mit bestimmten Stützungsregelungen für Inhaber landwirtschaftlicher Betriebe und zur Änderung der Verordnungen (EG) Nr. 1290/2005, (EG) Nr. 247/2006, (EG) Nr. 378/2007 sowie zur Aufhebung der Verordnung (EG) Nr. 1782/2003;

Aufgrund der Verordnung (EG) Nr. 796/2004 der Kommission vom 21. April 2004 mit Durchführungsbestimmungen zur Einhaltung anderweitiger Verpflichtungen, zur Modulation und zum Integrierten Verwaltungs- und Kontrollsystem nach der Verordnung (EG) Nr. 1782/2003 des Rates vom 29. September 2003 mit gemeinsamen Regeln für Direktzahlungen im Rahmen der Gemeinsamen Agrarpolitik und mit bestimmten Stützungsregelungen für Inhaber landwirtschaftlicher Betriebe;

Aufgrund der Verordnung (EG) Nr. 1698/2005 des Rates vom 20. September 2005 über die Förderung der Entwicklung des ländlichen Raums durch den Europäischen Landwirtschaftsfonds für die Entwicklung des ländlichen Raums (ELER), insbesondere der Artikel 36 (b) (iv), 38 und 46;

Aufgrund der Verordnung (EG) Nr. 1974/2006 der Kommission vom 15. Dezember 2006 mit Durchführungsvorschriften zur Verordnung (EG) Nr. 1698/2005 des Rates über die Förderung der Entwicklung des ländlichen Raums durch den Europäischen Landwirtschaftsfonds für die Entwicklung des ländlichen Raums (ELER), insbesondere Artikels 30 und Punkte 5.3.2.1.3 und 5.3.2.2.4 der Anlage II;

Aufgrund der Verordnung (EG) Nr. 1975/2006 der Kommission vom 7. Dezember 2006 mit Durchführungsvorschriften zur Verordnung (EG) Nr. 1698/2005 des Rates hinsichtlich der Kontrollverfahren und der Einhaltung anderweitiger Verpflichtungen bei Maßnahmen zur Förderung der Entwicklung des ländlichen Raums;

Aufgrund des Programms der ländlichen Entwicklung für die wallonische Region des Programmplanungszeitraums 2007-2013, genehmigt durch die Entscheidung C(2007) 6083 der Kommission vom 30. November 2007;

Aufgrund des Beschlusses der Wallonischen Regierung vom 29. Mai 2008 über die Methodologie der Durchführung der Bezeichnungserlasse und insbesondere über die innerhalb der Natura 2000-Gebiete aktivierbaren Beihilfen und Zuschüsse;

Aufgrund des am 8. September 2008 abgegebenen Gutachtens der Finanzinspektion;

Aufgrund des am 11. September 2008 gegebenen Einverständnisses des Ministers des Haushalts;

Aufgrund des am 19. November 2008 abgegebenen Gutachtens des "Conseil supérieur wallon de la Conservation de la Nature" (Wallonischer hoher Rat für die Erhaltung der Natur);

Aufgrund des am 5. Februar 2009 in Anwendung von Art. 84, § 1, Absatz 1, 1<sup>o</sup> der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat gegebenen Gutachtens Nr. 45.798/4 des Staatsrats;

Aufgrund der Dringlichkeit;

In der Erwägung, dass es Anlass gibt, im Rahmen der aktiven Bewirtschaftung der Natura 2000-Gebiete die für die Fauna und die Flora günstigen natürlichen Lebensräume zu erhalten und wiederherzustellen und gleichzeitig die Weiterführung und die Entwicklung der landwirtschaftlichen und forstlichen Tätigkeiten innerhalb dieser Gebiete ebenfalls zu ermöglichen;

In der Erwägung, dass die Durchführung der Ziele des Natura 2000-Netzes, der Verbote und sonstiger Vorbeugungsmaßnahmen, die die Erhaltung der natürlichen Lebensräume und der Arten bezwecken, den in den Natura 2000-Gebieten ansässigen landwirtschaftlichen und forstlichen Bewirtschaftern besondere Einschränkungen auferlegt;

In der Erwägung, dass diese Einschränkungen durch geeignete Entschädigungen auszugleichen sind;

In der Erwägung, dass die aktive Bewirtschaftung der Natura 2000-Gebiete durch freiwillige Aktionen, die zum Zweck haben, die landwirtschaftlichen, forstlichen und natürlichen Lebensräume zu erhalten, zu bewirtschaften oder wiederherzustellen, durch Zuschüsse zu fördern ist, um die Arten und die natürlichen Lebensräume von gemeinschaftlichem Interesse, für die diese Gebiete bezeichnet wurden, in einem guten Erhaltungszustand zu erhalten oder diesen Zustand wiederherzustellen;

In der Erwägung, dass es dringend erforderlich ist, diese Maßnahmen zu treffen, insofern die ersten Bezeichnungserlasse demnächst verabschiedet und veröffentlicht werden, und dass es notwendig ist, dass die durch den vorliegenden Erlass vorgesehene Regelung über die Entschädigungen und Zuschüsse ab dem Inkrafttreten dieser Bezeichnungserlasse in Kraft tritt; dass es außerdem von Bedeutung ist, die aktive Bewirtschaftung der Natura 2000-Gebiete einzuleiten, um die Durchführung der Ziele des Natura 2000-Netzes durch eine negative Entwicklung in diesen Gebieten mangels einer geeigneten Bewirtschaftung nicht zu gefährden;

Auf Vorschlag des Ministers der Landwirtschaft, der ländlichen Angelegenheiten, der Umwelt und des Tourismus;  
Nach Beratung,

Beschließt:

#### KAPITEL 1. — *Definitionen*

**Artikel 1** - Für die Anwendung des vorliegenden Erlasses gelten folgende Definitionen:

- Verwaltung: die operative Generaldirektion Landwirtschaft, Naturschätze und Umwelt des Öffentlichen Dienstes der Wallonie;

- Landwirt: die natürliche oder juristische Person oder die Gruppe von natürlichen und/oder juristischen Personen, deren Betrieb sich in Belgien befindet und die eine landwirtschaftliche Tätigkeit ausübt;

- Bewirtschaftungsvertrag: zwischen dem Landwirt und der Verwaltung unterzeichnete Verpflichtung, um den Erhaltungszustand der Lebensräume und Arten von gemeinschaftlichem Interesse zu erhalten oder zu verbessern. Der Vertrag umfasst die durchzuführenden Methoden und bezieht sich auf die alle vom Landwirt bewirtschafteten Flächen, die unter den Anwendungsbereich eines bzw. mehrerer Bezeichnungserlass(e) fällt/fallen. Die Dauer des Vertrags beträgt mindestens neun Jahre und diese Dauer kann stillschweigend erneuert werden;

- Flächenerklärung: Erklärung des Erzeugers, in der alle von ihm bewirtschafteten landwirtschaftlichen Parzellen und deren Flächen angegeben werden, ungeachtet der Produktion, gemäß Artikel 6, § 1 der Verordnung (EG) Nr. 796/2004 der Kommission vom 21. April 2004 mit Durchführungsbestimmungen zur Einhaltung anderweitiger Verpflichtungen, zur Modulation und zum integrierten Verwaltungs- und Kontrollsystem nach der Verordnung (EG) Nr. 1782/2003 des Rates vom 29. September 2003 mit gemeinsamen Regeln für Direktzahlungen im Rahmen der Gemeinsamen Agrarpolitik und mit bestimmten Stützungsregelungen für Inhaber landwirtschaftlicher Betriebe;

- Betrieb: alle Produktionseinheiten, deren Sitz auf dem Hoheitsgebiet Belgiens gelegen ist und die von ein und demselben Erzeuger autonom verwaltet werden;

- landwirtschaftliche Parzelle: jede zusammenhängende Fläche Ackerbauland oder Weideland, die im Laufe eines Anbauzyklus homogen bewirtschaftet wird;

- Laubwaldparzelle: jegliche Waldfläche im Sinne des Forstgesetzbuches, die nicht aus exotischen Anpflanzungen, die als solche im Bezeichnungserlass des Natura 2000-Gebiets kartographiert sind, besteht;

- Dauerwiese: aus Gräsern und Krautpflanzen bestehende Grünfläche, wie sie in Artikel 2, Punkt 2) der Verordnung (EG) Nr. 796/2004 bestimmt ist;

- Dauerwiese mit schwachen Einschränkungen: in einem Natura 2000-Gebiet gelegene Dauerwiese, für die keine spezifische Beschränkung über die Düngung im Erlass der Wallonischen Regierung zur Festlegung der allgemeinen auf die Natura 2000-Gebiete anwendbaren Vorbeugungsmaßnahmen oder im Erlass zur Bezeichnung des Natura 2000-Gebiets angeführt ist;

- Dauerwiese mit starken Einschränkungen: in einem Natura 2000-Gebiet gelegene Dauerwiese mit Ausnahme derjenigen mit schwachen Einschränkungen;

- Privateigentümer: Eigentümer mit Ausnahme der öffentlichen Eigentümer von in der Wallonischen Region gelegenen Grundstücken oder Inhaber eines dinglichen Rechts an solchen Gütern, das das Nutzungsrecht daran mit sich bringt;

- öffentlicher Eigentümer: juristische Person öffentlichen Rechts, die in der Wallonischen Region gelegene Grundstücke besitzt oder Inhaber eines dinglichen Rechts an solchen Gütern ist, das das Nutzungsrecht daran mit sich bringt. Die im vorliegenden Erlass erwähnten Grundstücke beziehen sich nicht auf die regionalen oder föderalen Besitztümer.

#### **Titel 1. — Landwirtschaftliche und nicht landwirtschaftliche Entschädigungen und entsprechende oder zusätzliche Zuschüsse**

##### KAPITEL II — *Landwirtschaftliche Entschädigung*

**Art. 2** - Die folgende Entschädigung wird jährlich jenen Landwirten gewährt, die landwirtschaftliche Parzellen bewirtschaften, die im Natura 2000-Gebiet gelegen sind, dessen Bezeichnungserlass spätestens am 31. März des betroffenen Jahres im Belgischen Staatsblatt veröffentlicht worden ist:

a. 100 Euro pro Hektar für die Flächen von Dauerwiesen mit schwachen Einschränkungen;

b. 200 Euro pro Hektar für die Flächen von Dauerwiesen mit starken Einschränkungen;

c. 200 Euro pro Hektar für die Flächen von Kulturen, die im Natura 2000-Gebiet für das Vorhandensein von dicker Treppe bezeichnet werden.

**Art. 3** - Um die in Artikel 2 erwähnte Entschädigung in Anspruch zu nehmen, muss der Landwirt die folgenden Bedingungen erfüllen:

1. bei der Verwaltung im Rahmen des integrierten Verwaltungs- und Kontrollsystems (SIGEC) gemäß den Bestimmungen der Verordnung (EG) Nr. 1782/2003 des Rates vom 29. September 2003 mit gemeinsamen Regeln für Direktzahlungen im Rahmen der Gemeinsamen Agrarpolitik und mit bestimmten Stützungsregelungen für Inhaber landwirtschaftlicher Betriebe identifiziert sein;

2. über eine in Artikel 2 erwähnte kumulierte Fläche verfügen, die zu einer Entschädigung von mindestens 200 Euro führen kann;

3. per Einschreiben oder Aushändigung gegen Empfangsbescheinigung bei der Direktion der Außendienststellen der Abteilung Beihilfen der operativen Generaldirektion Landwirtschaft, Naturschätze und Umwelt des öffentlichen Dienstes der Wallonie jährlich einen Antrag auf Entschädigung mit Hilfe des durch die Verwaltung aufgestellten

Formulars der Flächenerklärung einreichen; Der Landwirt muss in diesem Formular die gesamten landwirtschaftlichen Parzellen, die er bewirtschaftet, einschließlich derjenigen, für die keine Beihilfe, kein Zuschuss oder keine Entschädigung für irgendwelche Beihilferegulierung beantragt wird, angeben.

Dem ordnungsgemäß ausgefüllten, datierten und unterzeichneten Antrag muss eine Abschrift der durch die Verwaltung übermittelten Photopläne beigelegt werden, auf denen die erklärten landwirtschaftlichen Parzellen präzise lokalisiert werden;

4. für die Parzellen, für die er die Entschädigung beantragt, die Maßnahmen, die im Bezeichnungserlass und im Erlass der Wallonischen Regierung zur Festlegung der allgemeinen auf die Natura 2000-Gebiete anwendbaren Vorbeugungsmaßnahmen angegeben sind, beachten;

5. über einen gültigen Bewirtschaftungsvertrag verfügen. Der Bewirtschaftungsvertrag muss innerhalb der im Gesetz vom 12. Juli 1973 über die Erhaltung der Natur vorgesehenen Frist, d.h. in den zwei Jahren ab dem Datum des Inkrafttretens des Bezeichnungserlasses abgeschlossen werden. Die Entschädigung wird erst nach der Unterzeichnung des Bewirtschaftungsvertrags mit Wirksamwerden am Datum des Bezeichnungserlasses gezahlt. Wenn der Bewirtschaftungsvertrag nach dieser Frist von zwei Jahren abgeschlossen wird, ist die Entschädigung erst ab dem 1. April nach dem Jahr der Unterzeichnung des besagten Vertrags zu zahlen.

6. am durch die Verwaltung festgelegten Datum über die Parzelle verfügen, gemäß Artikel 44, § 3 der Verordnung (EG) Nr. 1782/2003 des Rates vom 29. September 2003 mit gemeinsamen Regeln für Direktzahlungen im Rahmen der Gemeinsamen Agrarpolitik und mit bestimmten Stützungsregelungen für Inhaber landwirtschaftlicher Betriebe;

7. auf seinem gesamten Betrieb den Anforderungen der Cross-Compliance genügen.

#### KAPITEL III — *Nicht landwirtschaftliche Entschädigung*

**Art. 4** - Eine Entschädigung von 40 Euro pro Hektar Laubwaldparzelle wird den Privateigentümern, die Forstparzellen in Natura 2000-Gebieten besitzen, deren Bezeichnungserlass(e) spätestens am 31. März des betreffenden Jahres im *Belgischen Staatsblatt* veröffentlicht worden ist bzw. sind, gewährt.

**Art. 5** - Um die in Artikel 4 erwähnte Entschädigung in Anspruch zu nehmen, muss der Privateigentümer die folgenden Bedingungen erfüllen:

1. bei der Verwaltung im Rahmen des integrierten Verwaltungs- und Kontrollsystems (SIGEC) gemäß den Bestimmungen der vorerwähnten Verordnung (EG) Nr. 1782/2003 des Rates vom 29. September 2003 identifiziert sein;

2. über Laubwaldparzellen in Natura-2000 Gebiet(en) verfügen, das bzw. die in den Anwendungsbereich eines bzw. mehrerer Bezeichnungserlasse(s) fällt/fallen;

3. per Einschreiben oder Aushändigung gegen Empfangsbescheinigung bei der Direktion der Außendienststellen der Abteilung Beihilfen der operativen Generaldirektion Landwirtschaft, Naturschätze und Umwelt des öffentlichen Dienstes der Wallonie jährlich einen Antrag auf Entschädigung mit Hilfe des durch die Verwaltung aufgestellten Formulars einreichen; Dem ordnungsgemäß ausgefüllten, datierten und unterzeichneten Antrag muss eine Abschrift der durch die Verwaltung übermittelten Photopläne beigelegt werden, auf denen die erklärten Flächen präzise lokalisiert werden. Diese Flächen müssen die gesamten Laubwaldparzellen, die dem Eigentümer angehören und die in den Anwendungsbereich eines bzw. mehrerer Bezeichnungserlass(e) fallen, einbeziehen;

4. für die Flächen, für die er die Entschädigung beantragt, die Maßnahmen, die im Bezeichnungserlass und im Erlass der Wallonischen Regierung zur Festlegung der allgemeinen auf die Natura 2000-Gebiete anwendbaren Vorbeugungsmaßnahmen angegeben sind, beachten;

5. am durch die Verwaltung festgelegten Datum über die Parzelle verfügen, gemäß Artikel 44, § 3 der vorerwähnten Verordnung (EG) Nr. 1782/2003;

6. auf den gesamten Laubwaldparzellen, die Gegenstand eines Antrags auf Entschädigung sind, den Anforderungen der Cross-Compliance genügen.

#### KAPITEL IV — *Der nicht landwirtschaftlichen Entschädigung entsprechender Zuschuss*

**Art. 6** - § 1. Der Privateigentümer, der weniger als 5 ha Forstparzellen in ein und demselben Natura-2000 Gebiet besitzt, für das ein Bezeichnungserlass besteht, kann in den Genuss eines Zuschusses gelangen, der der in Artikel 4 erwähnten Entschädigung entspricht, soweit er die in § 2 angeführten Verpflichtungen einhält.

§ 2. Im in § 1 erwähnten Fall verpflichtet sich der Privateigentümer, die folgenden Verbote während eines Zeitraums von 15 Jahren auf den gesamten Parzellen, für die der Zuschuss gewährt wird, zu beachten, soweit die öffentliche Entschädigung jährlich weiter eingezahlt wird:

a. die Anpflanzung, die Wiederanpflanzung und die künstliche Aussaat von Nadelhölzern auf einer Breite von 12 Metern auf beiden Seiten eines Wasserlaufs; wenn es sich um Alluvialböden und um hydromorphe Böden mit vorläufiger Wasserfläche, wie sie auf der Bodenkarte von Belgien angegeben sind, handelt, wird dieser Abstand auf 25 Metern erhöht;

b. das Fällen und das Entfernen eines abgestorbenen Baums, bereits gefallen oder noch stehend, in allen Arten von natürlichen Lebensräumen, die als prioritäre Forstgebiete gelten, sowie in den Erhaltungsinseln und den vollständigen Überhältern;

c. außerhalb der als solche im Bezeichnungserlass kartographierten exotischen Bestände, das Fällen und das Entfernen von abgestorbenen Bäumen, die nicht die Aufrechterhaltung von bereits gefallenem oder noch stehendem abgestorbenen Bäumen gewährleisten, und zwar in einer Anzahl von wenigstens zwei abgestorbenen Bäumen mit einem Durchmesser über 40 Zentimetern pro Hektar; diese Bestimmung wird nicht angewandt für die Bäume mit einem großen einheitlichen wirtschaftlichen Wert oder bei den Bäumen, die eine Bedrohung für die Sicherheit der Personen darstellen, vorbehaltlich der Zustimmung der Abteilung Natur und Forstwesen;

d. in den als solche im Bezeichnungserlass kartographierten exotischen Beständen das Fällen und das Entfernen von abgestorbenen Bäumen, die nicht die Aufrechterhaltung von gebrochenen Bäumen gewährleisten, einschließlich in kahl geschlagenen Gebieten, bis zu zwei Bäumen pro Hektar;

e. das Schlagen von Bäumen, die nicht der Erhaltung von mindestens einem biologisch wertvollen Baum im Sinne von Artikel 71 des Forstgesetzbuches pro zwei Hektar dienen;

f. jegliche Bewirtschaftung in den Erhaltungsinseln und in den vollständigen Überhältern; dort werden nur die Kontrolle des Wildes, die Sicherung der Wege und die Organisation der Betreuung von Besuchern erlaubt; die betroffenen Flächen werden in den Laubbeständen bis zur 3% der Gesamtfläche abgegrenzt, mit Ausnahme der als solche im Bezeichnungserlass kartographierten exotischen Beständen auf einem durch die Verwaltung abgegeben und durch die Abteilung Natur und Forstwesen genehmigten Plan;

g. die Anpflanzung oder die Wiederanpflanzung am Rand eines Gebiets, die nicht der Erhaltung oder der Errichtung einer mindestens 10 Meter breiten Reihe von Laubarten dient.

#### KAPITEL V — *Zusätzlicher Zuschuss im nicht landwirtschaftlichen Gebiet*

**Art. 7 - § 1.** Der Privateigentümer, der in den Genuss der in Artikel 4 erwähnten nicht landwirtschaftlichen Entschädigungen gelangt oder den in Artikel 6 entsprechenden Zuschuss bezieht, ist berechtigt, einen zusätzlichen Zuschuss für die folgenden Flächen zu beantragen:

1. die Randflächen, die über die Grundverpflichtung hinausgehen, die im Erlass der Wallonischen Regierung zur Festlegung der allgemeinen auf die Natura 2000-Gebiete anwendbaren Vorbeugungsmaßnahmen und in Artikel 6, Punkt g des vorliegenden Erlasses angegeben ist; die für den zusätzlichen Zuschuss zulässige Fläche besteht aus einem Streifen von 20 Metern über die 10 Meter hinaus;

2. die Flächen der Erhaltunginsel über die Grundverpflichtung hinaus, die im Erlass der Wallonischen Regierung vom 23. Oktober 2008 zur Festlegung der allgemeinen auf die Natura 2000-Gebiete anwendbaren Vorbeugungsmaßnahmen und in Artikel 6, Punkt f des vorliegenden Erlasses angegeben ist; die für die zusätzliche Beihilfe zulässige Fläche geht über die 3% hinaus;

§ 2. Der in § 1 erwähnte zusätzliche Zuschuss ist ebenfalls den öffentlichen Eigentümern zugänglich für die Flächen über die in Artikel 71 des Forstgesetzbuches vorgesehenen gesetzlichen Verpflichtungen.

§ 3. Der zusätzliche Zuschuss beträgt 100 Euro pro in Artikel 7, § 1 erwähntem Hektar.

§ 4. Die kumulierte Mindestfläche, die verlangt wird, um den zusätzlichen Zuschuss in Anspruch zu nehmen, entspricht 1 ha. Sie kann aus mehreren Bestandteilen bestehen, insofern diese eine individuelle Fläche von jeweils 10 Hektar haben.

§ 5. Die aufgrund des vorliegenden Artikels bezuschussten Ränder und Erhaltunginseln müssen während eines Zeitraums von mindestens dreißig Jahren erhalten werden.

#### KAPITEL VI — *Zahlungen und Beitreibungen von ungeschuldet bezahlten Beträgen*

**Art. 8 - § 1.** Die in den Artikeln 2 und 4 erwähnten Zuschüsse, der in Artikel 6 erwähnte entsprechende Zuschuss und der in Artikel 7 erwähnte zusätzliche Zuschuss werden jährlich auf der Grundlage eines Antrags auf Beihilfe, der spätestens am 31. März bei der Verwaltung eingereicht wird, gezahlt.

Den eingereichten Anträge, die zur Zahlung der Entschädigung oder des Zuschusses berechtigen, wird stattgegeben bis die betreffende Verpflichtungsgenehmigung erschöpft ist. Die Verwaltung prüft, ob jeder eingereichte Antrag vollständig und ordnungsgemäß ist.

Die Entschädigung oder der Zuschuss wird nur gewährt, wenn der Erklärungsspflichtige seine Verpflichtungen auf der Fläche, die Gegenstand des Antrags ist, beachtet hat. Der Zeitraum, auf den sich die Entschädigung bezieht, beginnt am 1. April des Jahres, auf das sich diese bezieht, und endet am 31. März des darauffolgenden Jahres.

Außer im ordnungsgemäß begründeten Fall wird die Entschädigung oder der Zuschuss innerhalb von fünf Monaten nach dem Ende des jährlichen Verpflichtungszeitraums, auf den er sich bezieht, ausgezahlt.

Die Entschädigung oder der Zuschuss wird durch die Verwaltung auf der Grundlage von allen zweckdienlichen Angaben festgelegt, insbesondere jener, die in der Flächenerklärung, im Bezeichnungserlass und im Erlass der Wallonischen Regierung zur Festlegung der allgemeinen auf die Natura 2000-Gebiete anwendbaren Vorbeugungsmaßnahmen und ggf. im Bewirtschaftungsvertrag angeführt sind, oder auf der Grundlage von Verwaltungskontrollen oder von Kontrollen vor Ort.

§ 2. Ein verspätetes Einreichen des Antrags führt zu einer Verringerung des Betrags der Entschädigung oder des Zuschusses in Höhe von 2% pro Werktag Verspätung im Verhältnis zu dem durch die Verwaltung für die Einreichung der Formulare der Flächenerklärung bestimmten Termin.

Jeder mit mehr als fünfundzwanzig Kalendertagen Verspätung eingereichte Antrag ist unzulässig.

In diesem Fall geht das Recht auf die Entschädigung oder auf den Zuschuss für das betroffene Jahr verloren, ohne dass der Bezugsberechtigte jedoch von seinen Verpflichtungen befreit wird.

§ 3. Eine Mitteilung über die Berechnung der gewährten Entschädigungen oder Zuschüsse wird dem Bezugsberechtigten am Ende jedes jährlichen Zeitraums, auf den sich die Vergütung bezieht, übermittelt.

**Art. 9 -** Wenn für Parzelle die in Artikel 2 erwähnte landwirtschaftliche Entschädigungen einerseits und die in Artikel 4 erwähnte nicht landwirtschaftliche Entschädigungen oder die in den Artikeln 6 und 7 erwähnten Zuschüsse andererseits beantragt werden, wird die in Artikel 2 erwähnte landwirtschaftliche Entschädigung vorrangig und ausschließlich gewährt.

**Art. 10 -** Der Bezugsberechtigte darf einen Einspruch gegen die Berechnung der Entschädigungen und der Zuschüsse, die jeweils in Artikeln 2, 4, 6 und 7 erwähnt sind, beim Generalinspektor der Abteilung Beihilfen der operativen Generaldirektion Landwirtschaft, Naturschätze und Umwelt des öffentlichen Dienstes der Wallonie einreichen. Damit er zulässig ist, muss dieser Einspruch innerhalb von dreißig Kalendertagen ab dem Tag der Zustellung der von der Verwaltung erstellten Berechnung per Einschreiben eingereicht werden. Zudem müssen diesem Einspruch alle rechtfertigenden Belege beigefügt werden. Ein auf anderem Wege, außerhalb dieser Frist oder ohne die betreffenden Belege eingereichter Einspruch wird für nichtig erklärt.

**Art. 11 - § 1.** Im Falle einer ungeschuldet getätigten Zahlung einer Entschädigung oder eines Zuschusses kann die Verwaltung einen Ausgleich mit jeglichem Betrag, der dem Antragsteller im Sinne der in Zielrichtung 2 der Verordnungen (EG) Nr. 1698/2005 und (EG) Nr. 1782/2003 vorgesehenen Beihilfen geschuldet wird, vornehmen.

Die Beitreibung einer ungeschuldet getätigten Zahlung wird durch eine Verrechnung mit den Zahlungen oder Vorschüssen, die zugunsten des betroffenen Bezugsberechtigten nach Beschluss der Beitreibung stattfinden, vorgenommen. Es steht dem Bezugsberechtigten jedoch frei, die zu zahlenden Summen zurückzuzahlen, ohne diese Verrechnung abzuwarten.

Im Falle einer Pfändung, einer Abtretung, eines Beistands oder eines Insolvenzverfahrens bleibt der vorhergehende Absatz anwendbar.

§ 2. Im Fall einer Beitreibung wird der Zinssatz auf der Grundlage des gesetzlichen Zinssatzes berechnet. Die Zinsen laufen ab der Mitteilung der Verpflichtung zur Rückzahlung an den Bezugsberechtigten bis zum Datum der besagten Rückzahlung oder des Abzugs der zu zahlenden Summen. Wenn die Rückzahlung der ungeschuldet gezahlten Beträge innerhalb der ersten dreißig Kalendertage nach dem Datum des Antrags auf Beitreibung oder wenn der Abzug der zu zahlenden Summen innerhalb derselben Frist stattfindet, ist kein Zins zu zahlen.

## Titel 2 — Zuschüsse für die Bewirtschaftung von nicht landwirtschaftlichen offenen Gebieten und für die Wiederherstellung

### KAPITEL VII — Allgemeines

**Art. 12** - Ein Zuschuss wird für die Arbeiten zur Wiederherstellung von Lebensräumen und Lebensräumen von Arten von gemeinschaftlichem Interesse sowie für die Arbeiten zur Bewirtschaftung der nicht landwirtschaftlichen offenen Gebieten gewährt.

Den eingereichten Anträgen, die zur Zahlung des Zuschusses berechtigen, wird stattgegeben bis die betreffende Verpflichtungsgenehmigung erschöpft ist. Die Verwaltung überprüft, ob jeder eingereichte Antrag vollständig und ordnungsgemäß ist.

Der Zuschuss wird den öffentlichen oder privaten Eigentümern von in der Wallonischen Region gelegenen Grundstücken gewährt. Die Parzellen, für die der Antragsteller des vorliegenden Zuschusses in demselben Jahr einen Antrags auf eine landwirtschaftliche Beihilfe stellt, werden ausgeschlossen.

**Art. 13** - Jeder Antrag auf Zuschuss wird an den Direktor der Außendirektion der Abteilung Natur und Forstwesen gerichtet, auf deren Gebiet der Besitz bzw. der größte Teil davon gelegen ist. In diesem Antrag wird der Name, Vorname und die Anschrift des Bezugsberechtigten vermerkt, sowie die Art des dinglichen Rechts oder gegebenenfalls der Name, Vorname und die Anschrift seines Bevollmächtigten.

Er gibt die Flächen, die Gegenstand des Antrags sind, an.

Dem Antrag wird folgendes beigefügt:

1. ein durch die Verwaltung übermittelter Plan, auf dem die betreffende(n) Parzelle(n) rot eingekreist ist bzw. sind;
2. ein Auszug aus dem Katasterplan, auf dem die Parzellen bzw. die Teile von Parzellen, für die der Zuschuss beantragt wird, rot eingekreist sind;
3. eine Beschreibung der beabsichtigten Arbeiten und der beantragten Zuschüsse;
4. ein Kostenvoranschlag für die Maßnahmen.

Dem Antragsteller wird innerhalb von zehn Tagen eine Empfangsbestätigung zugestellt.

**Art. 14** - Pro Eigentümer und pro Kalenderjahr kann nur ein Antrag auf Bezuschussung innerhalb eines selben Natura 2000-Gebiets angenommen werden. Im Falle einer ungeteilten Rechtsgemeinschaft wird davon ausgegangen, dass die Gemeinschaft den Antrag einreicht und nicht jeder der Miteigentümer. Jeder Antrag kann eine oder mehrere Parzellen einbeziehen.

**Art. 15** - Der Direktor der Außendienststelle der Abteilung Natur und Forstwesen, bei dem der Antrag eingegangen ist, befindet innerhalb von sechzig Werktagen ab dem Eingang der vollständigen Akte über den Antrag. Die Arbeiten können beginnen, sobald das Einverständnis des Direktors und ggf. die für die Durchführung der Arbeiten notwendigen Genehmigungen eingegangen sind.

Der Antragsteller ist berechtigt, mit einem bei der Post aufgegebenen Einschreibebrief beim Generalinspektor der Abteilung Natur und Forstwesen gegen die Verweigerung der Bezuschussung oder gegen die Tatsache, dass der Direktor der Außendirektion der Abteilung Natur und Forstwesen innerhalb der vorgesehenen Frist keine Entscheidung getroffen hat, einen Einspruch einzulegen. Der Generalinspektor der Abteilung Natur und Forstwesen verfügt über sechzig Tage, um dem Antragsteller seine Entscheidung mit einem bei der Post aufgegebenen Einschreibebrief mitzuteilen.

**Art. 16** - Der Zuschuss wird nach Überprüfung der Ausführung der Arbeiten durch den Direktor der Außendirektion der Abteilung Natur und Forstwesen oder durch seinen Stellvertreter auf der Grundlage der vorgesehenen Pauschalbeträge oder nach Vorlegung der durch den Antragsteller beglaubigten Abschriften der beglichenen Rechnungen sowie einer zusammenfassenden Aufstellung in einem Mal ausgezahlt. Der Antrag auf Auszahlung muss an den Direktor der Außendienststelle der Abteilung Natur und Forstwesen spätestens zweiundzwanzig Monate nach dem Datum des Beschlusses über den Antrag auf Zuschuss gerichtet werden.

### KAPITEL VIII — Wiederherstellung

#### Abschnitt 1 — Zuschüsse für die Wiederherstellung der Gras- und Heidelandschaften

**Art. 17** - Für die Wiederherstellung von Gras- und Heidelandschaften wird der Zuschuss unter den folgenden Bedingungen gewährt:

1. die Parzelle, die Gegenstand des Antrags auf Bezuschussung ist, befindet sich in einem Natura-2000 Gebiet;
2. die Parzelle besitzt ein biologisches Potenzial im Hinblick auf die Wiederherstellung einer Gras- bzw. Heidelandschaft;
3. der Eigentümer muss den offenen Charakter der Gras- oder Heidelandschaft durch das Entfernen des Gestrüpps oder durch die Ausarbeitung eines auf der Grundlage eines wissenschaftlichen Berichts genehmigten Programms der extensiven Beweidung erhalten;
4. der Eigentümer muss das Gras- oder Weideland während fünfzehn Jahre ab der Gewährung des Zuschusses erhalten.

**Art. 18** - Folgende Arten von Arbeiten sind bezuschussbar:

- 1° die Abholzung auf der Grundlage eines Pauschalbetrags von 4.000 Euro pro ha;
- 2° das Entfernen des Gestrüpps auf der Grundlage eines durch Rechnungen belegten Betrags, der auf 2.000 Euro pro ha begrenzt ist;
- 3° das Anlegen von Zäunen auf der Grundlage eines durch Rechnungen belegten Betrags, der auf 10 Euro pro Meter begrenzt ist, und für höchstens 250 M pro ha;
- 4° die Errichtung von Schafhütten bis zu 40% des Betrags der Arbeiten; diese werden auf 3.000 Euro pro Hütte und auf höchstens eine Hütte pro 5 ha von wieder hergestellten Lebensräumen begrenzt.

#### Abschnitt 2 — Zuschüsse für die Bewirtschaftung von Nadelbaumarten

**Art. 19** - Für die Bewirtschaftung von Nadelbaumarten wird der Zuschuss unter folgenden Bedingungen gewährt:

1. die Parzelle, die Gegenstand des Antrags auf Bezuschussung ist, befindet sich in einem Natura 2000-Gebiet;
2. der Bestand ist mindestens fünfunddreißig Jahre alt;
3. Nach der Bewirtschaftung verpflichtet sich der Empfänger des Zuschusses für eine Mindestdauer von dreißig Jahren:
  - entweder den offenen Charakter durch Entfernen des Gestrüpps, Weiden oder regelmäßiges Mähen zu erhalten

- oder Nadelbäume oder nicht einheimische Laubbäume nicht wieder anzupflanzen. Bei einer Neubepflanzung mit einheimischen Laubbäumen müssen diese an die Station (mit Rücksicht auf die "Ökologische Datei der Arten") angepasst sein;

4. die bezuschusste Fläche schließt jede Zone, wo die Anpflanzung von Nadelbäumen bei der Anpflanzung verboten war, aus;

5. wenn ein aktives Entwässerungsnetz vorhanden ist, ist es Pflicht, dieses zu deaktivieren.

**Art. 20** - Folgende Arten von Arbeiten sind bezuschussbar:

1° die bezuschusste Abholzung auf der Grundlage eines Pauschalbetrags pro ha, der hierunter je nach dem erreichten Alter angegeben ist;

35 Jahre : € 7.000

50 Jahre : € 5.500

55 Jahre : € 4.140

60 Jahre : € 2.700

65 Jahre : € 1.200

2° in der Klasse 6 der Fichtenbestände die Bewirtschaftungskosten, wenn die Abholzung mit Hilfe von Raupenmaschinen vorgenommen wird, auf der Grundlage eines Pauschalbetrags von 3.000 Euro pro ha. In diesem Fall wird der im Punkt 1° des vorliegenden Artikels vorgesehene Zuschuss nicht gewährt.

3° die Auffüllung der Sickerleitungen auf der Grundlage eines durch Rechnungen belegten Betrags, der auf 500 Euro pro ha begrenzt ist;

4° zusätzlich zu den oben erwähnten Punkten 1 bis 3 gibt die Erhaltung des offenen Charakters der Parzelle gemäß Artikel 19, 3°, Punkt *a* für einen Mindestzeitraum von dreißig Jahren Anlass zur Zahlung eines einzigen Pauschalbetrags von 2.000 Euro pro ha.

#### *Abschnitt 3 — Sonstige Wiederherstellungsarbeiten*

**Art. 21** - Für die in den beiden vorstehenden Abschnitten nicht erwähnten Wiederherstellungsarbeiten wird ein Zuschuss unter den folgenden Bedingungen gewährt:

1. die Parzelle, die Gegenstand des Antrags auf Bezuschussung ist, befindet sich in einem Natura 2000-Gebiet;

2. die Parzelle besitzt ein biologisches Potenzial im Hinblick auf die Wiederherstellung eines Lebensraumes oder eines Lebensraumes von Arten von gemeinschaftlichem Interesse;

3. der Antragsteller verpflichtet sich, die zugunsten der Arten und der Lebensräume von gemeinschaftlichem Interesse geschaffenen Einrichtungen während einer Mindestdauer von fünfzehn Jahren zu erhalten und in Stand zu halten;

4. der Zuschuss wird bis zur Höhe der beglichenen Rechnungen, bei einem Höchstbetrag von 5.000 Euro pro Antragsteller und pro Jahr begrenzt wird, gewährt.

#### *KAPITEL IX — Bewirtschaftung von nicht landwirtschaftlichen offenen Lebensräumen*

**Art. 22** - Ein Zuschuss wird für die Bewirtschaftung von nicht landwirtschaftlichen offenen Lebensräumen unter den folgenden Bedingungen gewährt:

1. die Parzelle, die Gegenstand des Antrags auf Bezuschussung ist, befindet sich in einem Natura 2000-Gebiet;

2. die Parzelle besitzt ein biologisches Interesse im Hinblick auf die Erhaltung oder der Entwicklung eines Lebensraums oder eines Lebensraums von Arten von gemeinschaftlichem Interesse;

3. der Antragsteller verpflichtet sich, die zugunsten der Arten und der Lebensräume von gemeinschaftlichem Interesse geschaffenen Einrichtungen während einer Mindestdauer von fünf Jahren zu erhalten und in Stand zu halten;

4. der Zuschuss wird bis zur Höhe der beglichenen Rechnungen, bei einem Höchstbetrag von 2.000 Euro pro ha und pro Jahr begrenzt wird, gewährt.

### **TITEL 3 — Allgemeines**

#### *KAPITEL X — Abtretung*

**Art. 23** - Wenn der Antragsteller einer Entschädigung oder eines Zuschusses, die bzw. der durch den vorliegenden Erlass geregelt wird, einem Dritten eine Fläche, für die ein Bezeichnungserlass und/oder ein Bewirtschaftungsvertrag und/oder eine im Rahmen dieses Erlasses übernommene Verpflichtung besteht, abtritt, muss der Abtretende den Übernehmer auf die Verpflichtungen, die sich auf diese Fläche beziehen, hinweisen. Außer bei Ausnahmegenehmigung durch die Verwaltung muss der Übernehmer die Bestimmungen des Bezeichnungserlasses und/oder des Bewirtschaftungsvertrags und/oder der Verpflichtung bis zu Ablauf der entsprechenden Frist beachten.

**Art. 24** - Für die in Artikeln 2, 4, 6 und 7 erwähnten Anträge auf Entschädigungen oder Zuschüsse darf diese Abtretung erst am ersten April des Jahres, das auf die besagte Abtretung folgt, wirksam werden.

**Art. 25** - Jeder Antragsteller ist verpflichtet, die Verwaltung innerhalb von dreißig Kalendertagen, die auf die besagte Abtretung folgt, über diese Abtretung zu informieren.

#### *KAPITEL XI — Durchführung*

**Art. 26** - Nur für die Flächen, die auf dem Gebiet der Wallonischen Region gelegen sind, können im vorliegenden Erlass vorgesehene Entschädigungen gewährt werden.

Die aufgrund des vorliegenden Erlasses vorgesehenen Entschädigungen und Zuschüsse sind nicht mit in den Natur- und Forstnaturschutzgebieten im Sinne von Artikel 3 des Gesetzes über die Erhaltung der Natur gewährten Zuschüssen kumulierbar.

**Art. 27** - § 1. Die Verwaltung ist mit der Zahlung der im vorliegenden Erlass vorgesehenen Entschädigungen und Zuschüsse sowie mit der Beitreibung der ungeschuldet gezahlten Beträge beauftragt.

#### *KAPITEL XII — Kontrolle und Strafbestimmungen*

**Art. 28** - Die Bediensteten der Verwaltung sind befugt, die Beachtung der Verpflichtungen und Bestimmungen, die im Erlass zur Bezeichnung eines Natura 2000-Gebiets, im Erlass der Wallonischen Regierung vom 23. Oktober 2008 zur Festlegung der allgemeinen auf die Natura 2000-Gebiete anwendbaren Vorbeugungsmaßnahmen, im Bewirtschaftungsvertrag und im vorliegenden Erlass vorgesehen sind, zu kontrollieren.

**Art. 29** - Jegliche Ablehnung der Kontrolle führt automatisch zu der Ablehnung des Antrags auf Entschädigung.

**Art. 30** - Wenn die Verpflichtungen und Bestimmungen, die im Erlass zur Bezeichnung eines Natura 2000-Gebiets, im Erlass der Wallonischen Regierung vom 23. Oktober 2008 zur Festlegung der allgemeinen auf die Natura 2000-Gebiete anwendbaren Vorbeugungsmaßnahmen, im Bewirtschaftungsvertrag und im vorliegenden Erlass nicht beachtet werden, werden die folgenden Strafbestimmungen angewandt:

1° wenn die Nichtbeachtung der Verpflichtungen und Bestimmungen eine negative, zeitlich begrenzte Auswirkung auf das Naturerbe (von höchstens einem Jahr) hat, wird keine Entschädigung für die gesamten Parzellen, die Gegenstand eines Antrags auf Entschädigung sind, gezahlt. Diese Strafbestimmung wird für die Entschädigungen und Zuschüsse, die für das Jahr, im Laufe dessen die Nichtbeachtung festgestellt wird, zu zahlen sind, angewandt;

2° wenn die Nichtbeachtung der Verpflichtungen und Bestimmungen eine negative, mittel- oder langfristige Auswirkung auf das Naturerbe (über ein Jahr) hat, wird außer der in Artikel 30, 1° erwähnten Strafbestimmung dem Bezugsberechtigten ein Aufforderung zur Rückerstattung der gesamten Entschädigungen und Zuschüsse, die aufgrund des vorliegenden Erlasses für diese Parzelle gezahlt wurden, übermittelt. Diese Strafbestimmung wird höchstens für den der Nichtbeachtung vorhergehenden Zeitraum von zehn Jahren angewandt.

#### KAPITEL XIII — *Schlussbestimmungen*

**Art. 31** - Was die in Artikeln 4, 6 und 7 erwähnten Entschädigungen und Zuschüsse, die ein Eigentümer aufgrund des vorliegenden Erlasses bezieht, betrifft, kann jeder Bezugsberechtigte diese Entschädigungen und/oder Zuschüsse bis zu einem Höchstbetrag von 200.000 Euro im Laufe der drei aufeinanderfolgenden Buchungsjahre und für seine gesamten in Natura 2000-Gebiet gelegenen Parzellen erhalten.

**Art. 32** - Unter Gefahr eines Verfalls muss jeglicher Einspruch gegen einen Beschluss der Verwaltung per innerhalb von dreißig Kalendertagen nach der Mitteilung des besagten Beschlusses an die Verwaltung eingereicht werden.

**Art. 33** - Der Generaldirektor der operativen Generaldirektion Landwirtschaft, Naturschätze und Umwelt des öffentlichen Dienstes der Wallonie oder, bei dessen Abwesenheit oder Verhinderung, der Beamte, der ihn ersetzt, ist dazu bevollmächtigt, die Ausgaben in Zusammenhang mit den im vorliegenden Erlass vorgesehenen Entschädigungen und Zuschüsse einzugehen, zu genehmigen und zur Zahlung anzuordnen.

**Art. 34** - Der vorliegende Erlass tritt zehn Tage nach seiner Veröffentlichung im *Belgischen Staatsblatt* in Kraft, wenn diese Veröffentlichung nach derjenigen des Dekrets vom 30. April 2009 mit Bestimmungen zur Abänderung des Gesetzes vom 12. Juli 1973 über die Erhaltung der Natur und des Buches I des Umweltgesetzbuches stattfindet.

Mangels dessen tritt der vorliegende Erlass am Tag des Inkrafttretens des Dekrets vom 30. April 2003 mit Bestimmungen zur Abänderung des Gesetzes vom 12. Juli 1973 über die Erhaltung der Natur und des Buches I des Umweltgesetzbuches in Kraft.

Er findet Anwendung auf die ab 2009 eingereichten Anträge auf Entschädigungen und Zuschüsse.

**Art. 35** - Der Minister der Landwirtschaft, der ländlichen Angelegenheiten, der Umwelt und des Tourismus wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 30. April 2009

Der Minister-Präsident,  
R. DEMOTTE

Der Minister der Landwirtschaft, der ländlichen Angelegenheiten, der Umwelt und des Tourismus,  
B. LUTGEN

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

N. 2009 — 2499

[2009/203045]

#### **30 APRIL 2009. — Besluit van de Waalse Regering betreffende de vergoedingen en toelagen in de Natura 2000-locaties**

De Waalse Regering,

Gelet op de wet van 12 juli 1973 op het natuurbehoud, zoals laatst gewijzigd door het decreet van 30 april 2009 houdende bepalingen tot wijziging van de wet van 12 juli 1973 op het natuurbehoud en van Boek I van het Milieuwetboek, inzonderheid op de artikelen 31 en 59;

Gelet op de wet van 28 maart 1975 betreffende de handel in landbouw-, tuinbouw- en zeevisserijproducten, inzonderheid op artikel 3, § 1, 1°;

Gelet op Verordening (EG nr.1290/2005 van de Raad van 21 juni 2005 betreffende de financiering van het gemeenschappelijk landbouwbeleid;

Gelet op Verordening (EG) nr. 1782/2003 van de Raad van 29 september 2003 tot vaststelling van gemeenschappelijke voorschriften voor regelingen inzake rechtstreekse steunverlening in het kader van het gemeenschappelijk landbouwbeleid en tot vaststelling van bepaalde steunregelingen voor landbouwers en houdende wijziging van Verordeningen (EEG) nr. 2019/93, (EG) nr. 1452/2001, (EG) nr. 1453/2001, (EG) nr. 1454/2001, (EG) nr. 1868/94, (EG) nr. 1251/1999, (EG) nr. 1254/1999, (EG) nr. 1673/2000, (EEG) nr. 2358/71 en (EG) nr. 2529/2001;

Gelet op Verordening (EG) nr. 73/2009 van de Raad van 19 januari 2009 tot vaststelling van gemeenschappelijke voorschriften voor regelingen inzake rechtstreekse steunverlening aan landbouwers in het kader van het gemeenschappelijk landbouwbeleid en tot vaststelling van bepaalde steunregelingen voor landbouwers, tot wijziging van Verordeningen (EG) nr. 1290/2005, (EG) nr. 247/2006, (EG) nr. 378/2007 en tot intrekking van Verordening (EG) nr. 1782/2003;

Gelet op Verordening (EG) nr. 796/2004 van de Commissie van 21 april 2004 houdende uitvoeringsbepalingen inzake de randvoorwaarden, de modulatie en het geïntegreerd beheers- en controlesysteem waarin is voorzien bij Verordening (EG) nr. 1782/2003 van de Raad van 29 september 2003 tot vaststelling van gemeenschappelijke voorschriften voor regelingen inzake rechtstreekse steunverlening in het kader van het gemeenschappelijk landbouwbeleid en tot vaststelling van bepaalde steunregelingen voor landbouwers;

Gelet op Verordening (EG) nr.1698/2005 van de Raad van 20 september 2005 inzake steun voor plattelandsontwikkeling uit het Europees Landbouwfonds voor Plattelandsontwikkeling (ELFPO), inzonderheid op de artikelen 36 (b) (iv), 38 en 46;

Gelet op Verordening (EG) nr. 1974/2006 van de Commissie van 15 december 2006 tot vaststelling van uitvoeringsbepalingen van Verordening (EG) nr. 1698/2005 van de Raad van 30 september 5.3.2.1.3 inzake steun voor plattelandsontwikkeling uit het Europees Landbouwfonds voor Plattelandsontwikkeling (ELFPO), inzonderheid op artikel 30, de punten 5.3.2.1.3 en 5.3.2.2.4 van bijlage II;

Gelet op Verordening (EG) nr. 1975/2006 van de Commissie van 7 december 2006 houdende uitvoeringsbepalingen van Verordening (EG) nr. 1698/2005 van de Raad met betrekking tot de toepassing van controleprocedures en van de randvoorwaarden in het kader van de steunmaatregelen voor plattelandsontwikkeling;

Gelet op het programma voor plattelandsontwikkeling van Wallonië voor de programmatieperiode 2007-2013, door de beslissing C(2007) 6083 van de Commissie van 30 november 2007;

Gelet op de beslissing van de Waalse Regering van 29 mei 2008 betreffende de methodologie voor de uitvoering van de aanwijzingsbesluiten en inzonderheid op de steun en toelagen die voor de Natura 2000 locaties in aanmerking komen;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 8 september 2008;

Gelet op de instemming van de Minister van Begroting, gegeven op 11 september 2008;

Gelet op het advies van de "Conseil supérieur wallon de la Conservation de la Nature" (Waalse Hoge Raad voor het Natuurbehoud), gegeven op 19 november 2008;

Gelet op het advies 45.798/4 van de Raad van State, gegeven op 5 februari 2009, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 1<sup>o</sup> van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegende dat men, in het kader van een actief beheer van de Natura 2000-locaties, de natuurlijke omgevingen die gunstig zijn voor fauna en flora dient te behouden en te herstellen en tegelijk de voortzetting en de ontwikkeling van de landbouw- en bosactiviteiten binnen deze locaties moet mogelijk maken;

Overwegende dat de uitvoering van de doelstellingen van het Natura 2000 netwerk, van de verbodsbepalingen en de andere preventieve maatregelen tot het behoud van de natuurlijke omgevingen en soorten, bijzondere verplichtingen oplegt aan de landbouw- en bosbeheerders gevestigd in de Natura 2000-locaties;

Overwegende dat deze verplichtingen met aangepaste vergoedingen dienen gecompenseerd te worden;

Overwegende dat het actief beheer van de Natura 2000-locaties via toelagen dient aangemoedigd te worden door bewuste acties die streven naar het behoud, het beheer, en zelfs het herstel van de natuurlijke, bos- en landbouwmilieus om de soorten en types natuurlijke habitats met een gemeenschappelijk belang waarvoor de locaties worden aangewezen, in een gunstige staat van instandhouding te behouden of te herstellen;

Overwegende dat deze maatregelen dringend moeten genomen worden voor zover de eerste aanwijzingsbesluiten op het punt staan aangenomen en bekendgemaakt te worden en dat het van belang is om het vergoedings- en toelagstelsel bedoeld bij dit besluit in werking te laten treden zodra deze aanwijzingsbesluiten in werking treden; dat het bovendien van belang is om het actief beheer van de Natura 2000-locaties zo vlug mogelijk te starten om de realisatie van de doelstellingen van het Natura 2000-netwerk niet in het gedrang te brengen ten gevolge van een negatieve evolutie van de locaties bij gebrek aan een aangepast beheer;

Op de voordracht van de Minister van Landbouw, Landelijke Aangelegenheden, Leefmilieu en Toerisme;

Na beraadslaging,

Besluit :

#### HOOFDSTUK 1. — *Begripsomschrijvingen*

**Artikel 1.** Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder :

- Administratie : het Operationeel Directoraat-generaal Landbouw, Natuurlijke Hulpbronnen en Leefmilieu van de Waalse Overheidsdienst;

- landbouwer : natuurlijke of rechtspersoon of groepering van natuurlijke en/of rechtspersonen die een landbouwbedrijf uitbaat dat gelegen is in België;

- beheersovereenkomst : verbintenis gesloten tussen de landbouwer en de Administratie om de staat van instandhouding van de habitats en soorten met een gemeenschappelijk belang in stand te houden of te verbeteren. De overeenkomst bevat de uit te voeren praktijken en heeft betrekking op het geheel van de oppervlakten die door de landbouwer worden uitgebaat, en die onder één (of meerdere) aanwijzingsbesluit(en) vallen. De overeenkomst wordt voor een periode van minstens negen jaar afgesloten die stilzijgend hernieuwbaar is;

- oppervlakteaangifte : aangifte van de producent waarin alle landbouwpercelen die hij beheert alsook de oppervlakte ervan vermeld staan, ongeacht de speculaties, overeenkomstig artikel 6, § 1, van Verordening (EG) nr. 796/2004 van de Commissie van 21 april 2004 houdende uitvoeringsbepalingen inzake de voorwaardelijkheid, de modulatie en het geïntegreerd beheers- en controlesysteem waarin is voorzien bij Verordening (EG) nr. 1782/2003 van de Raad van 29 september 2003 tot vaststelling van gemeenschappelijke voorschriften inzake rechtstreekse steunverlening in het kader van het gemeenschappelijk landbouwbeleid en tot vaststelling van bepaalde steunregelingen voor landbouwers;

- bedrijf : het geheel van de productie-eenheden gelegen op het geografische grondgebied van België, op autonome wijze beheerd door één landbouwer;

- landbouwperceel : elk akker- of weideland bestaande uit één aaneengesloten deel dat homogeen beheerd wordt tijdens één teeltcyclus;

- loofbosperceel : elk bosgebied in de zin van het Boswetboek en niet samengesteld uit exotische aanplantingen als dusdanig in kaart gebracht in het aanwijzingsbesluit van de Natura 2000-site;

- permanent weiland : grond bestemd voor de productie van gras en andere groenvoedergewassen zoals bedoeld in artikel 2, punt 2), van Verordening (EG) nr. 796/2004;

- permanent weiland met zwakke druk : permanent weiland in een Natura 2000-site waarvoor geen enkele specifieke beperking betreffende de bemesting wordt opgenomen in het besluit van de Waalse Regering betreffende de algemene preventieve maatregelen die toepasselijk zijn op de Natura 2000-locaties of in het aanwijzingsbesluit van de Natura 2000-locatie;

- permanent weiland met grote druk : permanent weiland in een Natura 2000-locatie ander dan die met een zwakke druk;

- privé-eigenaar : eigenaar van gronden gelegen in het Waalse Gewest die geen openbare eigenaar is, of de houder van een zakelijk recht dat het gebruik van zulke goeden tot gevolg heeft;

- openbare eigenaar : publiekrechtelijk rechtspersoon eigenaar van gronden gelegen in het Waalse Gewest of houder van een zakelijk recht dat het gebruik van zulke goeden tot gevolg heeft; De in dit besluit bedoelde gronden hebben geen betrekking op de gewestelijke of federale eigendommen.

### **Titel 1. — Agrarische- en niet-agrarische vergoedingen en gelijkwaardige of bijkomende toelagen**

#### *HOOFDSTUK II. — Agrarische vergoeding*

**Art. 2.** De volgende vergoeding wordt jaarlijks toegekend aan de landbouwers die landbouwpercelen uitbaten, opgenomen in een Natura 2000-locatie waarvan het aanwijzingsbesluit uiterlijk 31 maart van het betrokken jaar in het *Belgisch Staatsblad* werd bekendgemaakt :

- a. 100 euro per hectare voor de oppervlakten permanent weiland met zwakke druk;
- b. 200 euro per hectare voor de oppervlakten permanent weiland met grote druk;
- c. 200 euro per hectare voor de oppervlakten van teelten aangewezen in de Natura 2000-locatie voor de aanwezigheid van zware broom.

**Art. 3.** Om in aanmerking te komen voor de vergoeding bedoeld in artikel 2, moet de landbouwer voldoen aan volgende voorwaarden :

1. geïdentificeerd zijn bij de Administratie in het kader van het geïntegreerd beheers- en controlesysteem (GBCS) overeenkomstig de bepalingen van Verordening (EG) nr. 1782/2003 van de Raad van 29 september 2003 tot vaststelling van gemeenschappelijke voorschriften voor regelingen inzake rechtstreekse steunverlening in het kader van het gemeenschappelijk landbouwbeleid en tot vaststelling van bepaalde steunregelingen voor landbouwers;

2. beschikken over een gecumuleerde oppervlakte bedoeld in artikel 2 met als gevolg een vergoeding van minstens tweehonderd euro;

3. jaarlijks bij aangetekende brief of tegen overhandiging van een ontvangstbewijs een vergoedingsaanvraag d.m.v. een formulier voor de oppervlakteaangifte opgesteld door de Administratie indienen bij de Directie Buitendiensten van het Departement Steun van het Operationeel Directoraat-generaal Landbouw, Natuurlijke Hulpbronnen en Leefmilieu van de Waalse Overheidsdienst. De landbouwer moet alle landbouwpercelen die hij uitbaat duidelijk vermelden, met inbegrip van de percelen waarvoor geen enkele steun, toelage of vergoeding wordt aangevraagd, ongeacht de steunregeling.

De aanvraag, behoorlijk ingevuld, gedateerd en ondertekend, moet vergezeld zijn van een kopie van de fotoplannen verstrekt door de administratie waarop de aangegeven percelen landbouwgrond nauwkeurig vermeld zijn;

4. voor de percelen waarvoor hij een vergoeding aanvraagt, de maatregelen naleven die opgenomen zijn in het aanwijzingsbesluit en in het besluit van de Waalse Regering betreffende de algemene preventieve maatregelen die toepasselijk zijn op de Natura 2000-locaties;

5. over een geldig beheerscontract beschikken. Het beheerscontract moet binnen de termijn bedoeld in de wet van 12 juli 1973 op het natuurbehoud gesloten zijn, hetzij binnen twee jaar na de datum van inwerkingtreding van het aanwijzingsbesluit. De vergoeding wordt pas na de ondertekening van het beheerscontract uitbetaald, met inwerkingtreding op de datum van het aanwijzingsbesluit. Als het beheerscontract na deze termijn van twee jaar wordt afgesloten, is de vergoeding pas verschuldigd vanaf 1 april van het jaar dat volgt op de datum van ondertekening van het contract;

6. over het perceel beschikken op de datum bepaald door de Administratie overeenkomstig artikel 44, § 3, van Verordening (EG) nr. 1782/2003 van de Raad van 29 september 2003 tot vaststelling van gemeenschappelijke voorschriften voor regelingen inzake steunverlening in het kader van het gemeenschappelijk landbouwbeleid en tot vaststelling van bepaalde steunregelingen voor landbouwers;

7. over het geheel van zijn bedrijf de eisen van de regeling van de voorwaardelijkheid in acht nemen.

HOOFDSTUK III. — *Niet-agrarische vergoeding*

**Art. 4.** Een vergoeding van 40 euro per hectare loofbosperceel wordt jaarlijks toegekend aan de privé-eigenaars die bospercelen bezitten, opgenomen in een Natura 2000-locatie waarvan het (de) aanwijzingsbesluit(en) uiterlijk 31 maart van het betrokken jaar in het *Belgisch Staatsblad* werd(en) bekendgemaakt.

**Art. 5.** Om in aanmerking te komen voor de vergoeding bedoeld in artikel 4, moet de privé-eigenaar voldoen aan volgende voorwaarden :

1. in het kader van het geïntegreerde beheers- en controlesysteem (GBCS) geïdentificeerd zijn bij de administratie overeenkomstig de voorschriften van de bovengenoemde Verordening (EG) nr.1782/2003;

2. beschikken over loofbospercelen in Natura 2000-locaties die onder een (of meerdere) aanwijzingsbesluit(en) vallen;

3. jaarlijks bij aangetekende brief of tegen overhandiging van een ontvangstbewijs een vergoedingsaanvraag d.m.v het formulier opgesteld door de Administratie indienen bij de Directie Buitendiensten van het Departement Steun van het Operationeel Directoraat-generaal Landbouw, Natuurlijke Hulpbronnen en Leefmilieu van de Waalse Overheidsdienst. De aanvraag, behoorlijk ingevuld, gedateerd en ondertekend, moet vergezeld zijn van een kopie van de fotoplannen verstrekt door de Administratie waarop de aangegeven oppervlakten vermeld zijn. Elk loofbosperceel dat in het bezit is van de eigenaar en dat onder één of meerdere aanwijzingsbesluit(en) val dient in deze oppervlakten opgenomen te worden;

4. voor de oppervlakten waarvoor hij een vergoeding aanvraagt, de maatregelen naleven die opgenomen zijn in het aanwijzingsbesluit en in het besluit van de Waalse Regering betreffende de algemene preventieve maatregelen die toepasselijk zijn op de Natura 2000-locaties;

5. beschikken over het perceel op de datum bepaald door de administratie overeenkomstig artikel 44, § 3 van voornoemde Verordening (EG) nr. 1782/2003.

6. over het geheel van de loofbospercelen die het voorwerp uitmaken van een vergoedingsaanvraag, de eisen van de regeling van de voorwaardelijkheid in acht nemen.

HOOFDSTUK IV. — *Toelage gelijk aan de niet-agrarische vergoeding*

**Art. 6. § 1.** De privé-eigenaar die minder dan 5 ha bospercelen in eenzelfde Natura 2000 locatie bezit en die onder een aanwijzingsbesluit valt, kan een toelage krijgen die gelijk is aan de vergoeding bedoeld in artikel 4 voor zover hij de verbintenissen opgenomen in § 2 naleeft.

§ 2. In het geval bedoeld in § 1, verbindt de privé-eigenaar zich ertoe de volgende verbodsbepalingen in acht te nemen gedurende een periode van vijftien jaar over het geheel van de percelen die in aanmerking komen voor de toelage voor zover de openbare vergoeding jaarlijks wordt uitbetaald :

a. de aanplanting, de heraanplanting en de kunstmatige inzaaiing van harshoudende soorten over een breedte van 12 meter aan weerskanten van alle waterlopen; die afstand wordt tot 25 meter verhoogd op de alluviale en hydromorfe bodems met tijdelijke plassen water zoals afgebakend op de bodemkaart van België;

b. het kappen en het weghalen van elke dode boom, liggend of staand, in de prioritaire types natuurlijke boshabitats, alsook in de instandhoudingseilandjes en de integrale reservaten;

c. buiten de exotische opstanden die als dusdanig in het aanwijzingsbesluit in kaart zijn gebracht, het kappen en het weghalen van dode bomen die niet zouden zorgen voor de instandhouding van liggende of staande dode bomen naar rato van minimum twee dode bomen met een doorsnede van meer dan 40 centimeter per hectare, met uitzondering van de bomen met een hoge unitaire economische waarde of de bomen die een risico inhouden voor de veiligheid, mits goedkeuring van het Departement Natuur en Bossen;

d. in de exotische opstanden die als dusdanig in het aanwijzingsbesluit in kaart zijn gebracht, het kappen en het weghalen van dode bomen die niet zouden zorgen voor de instandhouding van de gebroken boomstammen en de uitgedroogde bomen, ook in de kaalslagen, naar rato van twee bomen per hectaren;

e. het kappen van bomen waarbij niet gezorgd wordt voor de instandhouding van minstens één boom met een biologische waarde in de zin van artikel 71 van het Boswetboek per twee hectare;

f. elke exploitatie in de instandhoudingseilandjes en de integrale reservaten; alleen controle op het wild, de beveiliging van de wegen en de organisatie van het onthaal van het publiek zijn er toegelaten; de betrokken oppervlakten worden beperkt in de loofboomopstanden ten belope van drie procent van de totale oppervlakte met uitzondering van de exotische bestanden die als dusdanig in het aanwijzingsbesluit in kaart zijn gebracht op een plan verstrekt door de administratie en goedgekeurd door het Departement Natuur en Bossen;

g. de aanplanting of heraanplanting aan de rand van de boomgroep waarbij niet gezorgd wordt voor de instandhouding of de aanleg van een kordon van boomsoorten van minstens tien meter breed.

HOOFDSTUK V. — *Bijkomende toelage in niet-agrarisch omgeving*

**Art. 7.** § 1. De privé-eigenaar die de niet-agrarische vergoedingen bedoeld in artikel 4 krijgt of die instemt met de gelijkwaardige toelage bedoeld in artikel 6 kan een bijkomende toelage aanvragen voor de oppervlakten :

1. aan de rand die verder reiken dan de basisverbintenis opgenomen in het besluit van de Waalse Regering betreffende de algemene preventieve maatregelen die toepasselijk zijn op de Natura 2000-locaties en artikel 6 punt g van dit besluit; de oppervlakte die in aanmerking komt voor de bijkomende toelage bestaat uit een strook van 20 meter breed boven de 10 meter;

2. van een instandhoudingseilandje bovenop de basisverbintenis opgenomen in het besluit van de Waalse Regering van 23 oktober 2008 betreffende de algemene preventieve maatregelen die toepasselijk zijn op de Natura 2000-locaties en artikel 6, punt f, van dit besluit; de oppervlakte die in aanmerking komt voor de bijkomende toelage ligt boven de 3 % .

§ 2. De bijkomende toelage bedoeld in § 1 is ook toegankelijk voor de openbare eigenaars voor de oppervlakten bovenop wettelijke verplichtingen bedoeld in artikel 71 van het Boswetboek.

§ 3. Het bedrag van de bijkomende toelage is vastgelegd op 100 euro voor elke hectare bedoeld in artikel 7, § 1.

§ 4. De gecumuleerde minimale oppervlakte om de bijkomende toelage te krijgen is vastgelegd op 1 ha. Ze mag bestaan uit meerdere delen voor zover ze een individuele oppervlakte van 10 aren bestrijken.

§ 5. De randen en instandhoudingseilandjes gesubsidieerd krachtens dit artikel moeten gedurende minimum dertig jaar in stand worden gehouden.

HOOFDSTUK VI. — *Betalingen en terugvorderingen van ten onrechte gedane betalingen*

**Art. 8.** § 1. De vergoedingen bedoeld in de artikelen 2 en 4, de gelijkwaardige toelage bedoeld in artikel 6 en de bijkomende toelage bedoeld in artikel 7 worden jaarlijks uitbetaald op basis van een aanvraag die uiterlijk 31 maart bij de Administratie wordt ingediend.

De ingediende aanvragen die recht geven op de vergoeding of de toelage worden ingewilligd zolang de beschikbare vastleggingsmachtiging strekt. De Administratie onderzoekt of elke ingediende aanvraag volledig en conform is.

De vergoeding of de toelage wordt pas toegekend als de aangever zijn verbintenissen is nagekomen wat betreft de oppervlakte die het voorwerp uitmaakt van een aanvraag. De periode die onder een vergoeding valt vangt aan op 1 april van het jaar waarop ze betrekking heeft en eindigt op 31 maart van het daaropvolgende jaar.

Behoudens behoorlijk verantwoord geval wordt de vergoeding of de toelage uitbetaald binnen vijf maanden na het einde van de verbintenisperiode waarop ze betrekking heeft.

De vergoeding of de toelage wordt door de administratie opgesteld op basis van alle nuttige gegevens, meer bepaald de gegevens in de oppervlakteaangifte, in het aanwijzingsbesluit en in het besluit van de Waalse Regering betreffende de algemene preventieve maatregelen die toepasselijk zijn op de Natura 2000-locaties, desgevallend in het beheerscontract en op basis van de administratieve of ter plaatse uitgevoerde controles.

§ 2 De laattijdige indiening van de aanvraag leidt tot een vermindering van het bedrag van de vergoeding of de toelage met 1 % % per werkdag vertraging tegenover de einddatum die de administratie heeft bepaald voor de indiening van het formulier van oppervlakteaangifte.

Elke aanvraag ingediend met meer dan vijftwintig kalenderdagen vertraging is onontvankelijk.

In dat geval is het recht op de vergoeding of de toelage voor het betrokken jaar verloren zonder dat de begunstigde van zijn verbintenissen ontheven wordt.

§ 3. Een kennisgeving van de berekening van de toegekende vergoedingen en toelagen wordt aan de begunstigde gezonden na afloop van elke jaarlijkse periode gedekt door de vergoeding.

**Art. 9.** Als, voor eenzelfde perceel, agrarische vergoedingen bedoeld in artikel 2, enerzijds, en niet-agrarische vergoedingen bedoeld in artikel 4 of toelagen bedoeld in de artikelen 6 en 7, anderzijds, worden aangevraagd, zal uitsluitend en bij voorkeur de agrarische vergoeding bedoeld in artikel 2 worden toegekend.

**Art. 10.** De begunstigde kan een beroep indienen tegen de berekening van de vergoedingen of de toelagen bedoeld respectievelijk in de artikelen 2, 4, 6 en 7 bij de Inspecteur-generaal van het Departement Steun van het Operationeel Directoraat-generaal Landbouw, Natuurlijke Hulpbronnen en Leefmilieu van de Waalse Overheidsdienst. Om ontvankelijk te zijn moet het schriftelijke beroep gestuurd worden bij aangetekende brief binnen een termijn van dertig kalenderdagen vanaf de kennisgeving van genoemde berekening door de administratie en vergezeld zijn van bewijsstukken. Elk beroep dat in een andere vorm, buiten de bepaalde termijn of zonder verantwoordingsstuk wordt ingediend, houdt de nietigheid van het beroep in.

**Art. 11.** § 1. Bij een onverschuldigd gestorte vergoedingstoelage kan de Administratie een compensatie verrichten met elk ander bedrag dat aan de aanvrager verschuldigd is voor de steun bedoeld in hoofdlijn 2 van Verordening (EG) nr.1698/2005 en EG nr. 1782/2003.

De terugvordering van een onverschuldigde betaling kan worden verricht door aftrek op de betalingen of de voorschotten ten bate van de betrokken begunstigde na de beslissing tot terugvordering. Het staat de betrokken begunstigde evenwel vrij om de onverschuldigde sommen terug te betalen zonder die vermindering af te wachten.

Het voorgaande lid blijft van toepassing in geval van beslag, overdracht, samenloop of een insolventieprocedure.

§ 2. In geval van terugvordering wordt de rentevoet berekend tegen de wettelijke rentevoet. De rente wordt berekend over de periode die verstrijkt tussen de kennisgeving van de terugbetalingsverplichting aan de begunstigde en de terugbetaling of aftrek van de verschuldigde bedragen. Als de onverschuldigde betaling terug wordt betaald binnen de eerste dertig kalenderdagen volgend op de datum van het verzoek tot inning of als de aftrek van de verschuldigde sommen binnen dezelfde termijn plaatsvindt, is er geen enkele intrest verschuldigd.

## Titel 2. — Toelagen aan het beheer van de niet-agrarische open omgevingen en aan het herstel

### HOOFDSTUK VII. — *Algemene bepalingen*

**Art. 12.** Er wordt een toelage toegekend voor herstelwerken van habitats en habitats van soorten met een gemeenschappelijk belang alsook voor de beheerswerken van niet-agrarische open omgevingen.

De ingediende aanvragen die recht geven op de subsidie worden ingewilligd zolang de beschikbare vastleggingsmachtiging strekt. De Administratie onderzoekt of elke ingediende aanvraag volledig en conform is.

De toelage wordt toegekend aan openbare of privé-eigenaars van gronden gelegen in het Waalse Gewest. De percelen die tijdens hetzelfde jaar het voorwerp uitmaken van een aanvraag tot landbouwsteun door de aanvrager van deze toelage worden uit dit stelsel van toelagen uitgesloten.

**Art. 13.** Elke toelageaanvraag wordt gericht aan de Directeur van de Buitendirectie van het Departement Natuur en Bossen waar het eigendom of in voorkomend geval het merendeel daarvan zich bevindt. Op de aanvraag worden de naam, de voornaam en het adres van de begunstigde vermeld, evenals de aard van het zakelijk recht en in voorkomend geval de gegevens van diens gemachtigde.

Ze vermeldt de oppervlakten die het voorwerp uitmaken van de aanvraag.

Daarbij worden gevoegd :

1. een plan geleverd door de administratie waarop het betrokken perceel of de betrokken percelen met een rode streep worden aangeduid;
2. een uittreksel uit het kadastraal plan waarop de percelen of delen waarvoor een toelage wordt aangevraagd, met een rode streep zijn aangeduid;
3. een omschrijving van de geplande werken en van de aangevraagde toelagen;
4. een ramend bestek van de verrichtingen.

De aanvrager wordt binnen tien werkdagen een bericht van ontvangst opgestuurd.

**Art. 14.** Er mag slechts één aanvraag om toelage per eigenaar en per kalenderjaar binnen eenzelfde Natura 2000-locatie ingediend worden. In geval van onverdeeldheid wordt deze laatste, en niet iedere mede-eigenaar afzonderlijk, als indiener van de aanvraag beschouwd. Elke aanvraag mag betrekking hebben op één of verschillende percelen.

**Art. 15.** De directeur van de Buitendirectie van het Departement Natuur en Bossen waar de toelageaanvraag werd ingediend, beslist over de aanvraag binnen zestig kalenderdagen na ontvangst van het volledige dossier. De werkzaamheden mogen pas na instemming van de Directeur worden aangevat en, desgevallend, na het verkrijgen van de vereiste toelatingen en vergunningen voor de uitvoering van de werkzaamheden

De aanvrager kan bij aangetekende brief een beroep indienen bij de Inspecteur-generaal van het Departement Natuur en Bossen tegen de beslissing tot weigering van de toelage of indien de directeur van de Buitendirectie van het Departement Natuur en Bossen geen beslissing genomen heeft binnen de voorziene termijn. De inspecteur-generaal van het Departement Natuur en Bossen beschikt over zestig dagen om de aanvrager kennis te geven van de beslissing, bij een ter post aangetekende brief.

**Art. 16.** De toelage wordt in één enkele keer uitbetaald na verificatie van de uitvoering van de werken door de directeur van de Buitendirectie van het Departement Natuur en Bossen of zijn afgevaardigde op basis van de voorziene forfaitaire bedragen of op voorlegging van de door de aanvrager voor eensluidend verklaarde kopies van gekwiteerde facturen en van een samenvattende lijst. De aanvraag tot betaling moet bij de directeur van de Buitendirectie van het Departement Natuur en Bossen toekomen uiterlijk tweeëntwintig maanden na de beslissingsdatum over de aanvraag om toelage.

### HOOFDSTUK VIII. — *Herstel*

#### *Afdeling 1. — Toelagen voor het herstel van grasperken en heiden*

**Art. 17.** Voor het herstel van grasperken en heiden wordt de toelage toegekend onder de volgende voorwaarden :

1. het perceel dat het voorwerp uitmaakt van een aanvraag om toelage moet zich in een Natura 2000-locatie bevinden;
2. het perceel moet een biologisch potentieel bezitten om er een grasperk of heide te herstellen;
3. de eigenaar moet het open karakter van het grasperk of de heide behouden door de verwijdering van het struikgewas of een programma van extensieve begrazing dat op basis van een wetenschappelijk verslag goedgekeurd wordt;
4. de eigenaar moet het grasperk of de heide gedurende vijftien jaar in stand houden vanaf de toekenning van de toelage.

**Art. 18.** De in aanmerking komende werken bestaan uit :

- 1° de ontbossing op basis van een forfaitair bedrag van € 4.000 per ha;
- 2° de verwijdering van het struikgewas op basis van een bedrag gerechtvaardigd door een factuur beperkt tot € 2.000 per ha;
- 3° het optrekken van afsluitingen op basis van een bedrag gerechtvaardigd door een factuur beperkt tot € 10 per meter en voor een maximum van 250 m per ha;
- 4° de installatie van schuilplaatsen voor schapen naar rato van 40 % van het bedrag van de werken, laatstgenoemde worden beperkt tot € 3.000, per schuilplaats en met een maximum van één schuilplaats per 5 ha herstellende omgevingen.

*Afdeling 2. — Toelagen voor de exploitatie van naaldbomen*

**Art. 19.** Voor de exploitatie van naaldbomen wordt de toelage toegekend onder de volgende voorwaarden :

1. het perceel dat het voorwerp uitmaakt van een aanvraag om toelage moet zich in een Natura 2000 locatie bevinden;
2. de ouderdom van de houtopstand is gelijk aan of hoger dan vijfendertig jaar;
3. na de exploitatie moet de begunstigde van de toelage gedurende een minimale periode van dertig jaar :
  - hetzij het open karakter vrijwaren door de verwijdering van het struikgewas, de begrazing of het regelmatig maaien
  - hetzij geen herplanting te doen van niet-inheemse naald- of loofbomen. Bij herplanting van inheemse loofbomen moeten deze bomen aan de standplaats aangepast zijn (met verwijzing naar het "Fichier écologique des essences" [Milieubestand van boomsoorten]);
4. de gesubsidieerde oppervlakte sluit elk gebied uit waar de aanplanting van naaldbomen was verboden tijdens de aanplanting;
5. als er een actief draineringsnetwerk aanwezig is, bestaat de verplichting om dit netwerk niet-operationeel te maken.

**Art. 20.** De in aanmerking komende werken bestaan uit :

1° de ontbossing gesubsidieerd op basis van een forfaitair bedrag per ha zoals hieronder vermeld in functie van de bereikte ouderdom :

35 jaar :	€ 7.000
50 jaar :	€ 5.500
55 jaar :	€ 4.140
60 jaar :	€ 2.700
65 jaar :	€ 1.200

2° in klasse 6 van de sparopstanden, de exploitatiekosten als de ontbossing met behulp van rupswerktuigen plaatsvindt op basis van een forfaitair bedrag van € 3.000 per ha. In dit geval wordt de toelage bedoeld in 1° van dit artikel niet toegekend.

3° de opvulling van de draineerbuizen op basis een bedrag gerechtvaardigd door een factuur beperkt tot € 500 per ha.

4° naast de bovenbedoelde punten 1 tot 3, geeft het behoud van het open karakter van het perceel overeenkomstig artikel 19, 3°, punt a, voor een minimumperiode van 30 jaar aanleiding tot een forfaitair en enig bedrag van € 2.000 per ha.

*Afdeling 3. — Andere herstelwerken*

**Art. 21.** Voor de herstelwerken die niet bedoeld zijn in de twee vorige afdelingen wordt een toelage toegekend onder de volgende voorwaarden :

1. het perceel dat het voorwerp uitmaakt van een aanvraag om toelage moet zich in een Natura 2000-locatie bevinden;
2. het perceel moet een biologisch potentieel bezitten om er een habitat of een habitat van een soort met een gemeenschappelijk belang te herstellen;
3. de aanvrager verbindt zich ertoe de inrichtingen die zijn opgericht voor de soorten en de habitats met een gemeenschappelijk belang gedurende minstens vijftien jaar te behouden en te onderhouden;
4. de toelage wordt toegekend ten belope van de gekwiteerde facturen en beperkt tot 5.000 euro per aanvrager en per jaar.

*HOOFDSTUK IX. — Beheer van de niet-agrarische open omgevingen*

**Art. 22.** Er wordt een toelage toegekend voor het beheer van de niet-agrarische open omgevingen onder de volgende voorwaarden :

1. het perceel dat het voorwerp uitmaakt van een aanvraag om toelage moet zich in een Natura 2000-locatie bevinden;
2. het perceel is van biologisch belang om een habitat of een habitat van een soort met een gemeenschappelijk belang te behouden of te ontwikkelen;
3. de aanvrager verbindt zich ertoe de inrichtingen die zijn opgericht voor de soorten en de habitats met een gemeenschappelijk belang gedurende minstens vijf jaar te behouden en te onderhouden;
4. de toelage wordt toegekend ten belope van de gekwiteerde facturen en beperkt tot 2.000 euro per ha en per jaar.

**Titel 3. — Algemene bepalingen***HOOFDSTUK X. — Overdracht*

**Art. 23.** Als de aanvrager van een vergoeding of een toelage die door dit besluit geregeld is, tijdelijk of definitief een oppervlakte die onder een aanwijzingsbesluit en/of een beheerscontract en/of een verbintenis genomen in het kader van dit besluit aan een derde overdraagt, dient de overdrager de overnemer op de hoogte te brengen van de verbintenissen die betrekking hebben op deze oppervlakte. De overnemer moet, behalve voorafgaande afwijking van de Administratie, de bewoordingen van het aanwijzingsbesluit en/of het beheerscontract en/of de verbintenis blijven naleven tot de voltooiing ervan.

**Art. 24.** Voor de aanvragen om een vergoeding of een toelage bedoeld in de artikelen 2, 4, 6 en 7 kan deze overdracht pas uitwerking hebben op één april van het jaar dat volgt op deze overdracht.

**Art. 25.** Elke aanvrager dient de Administratie op de hoogte te brengen van deze overdracht binnen dertig kalenderdagen volgend op deze overdracht.

#### HOOFDSTUK IX. — *Uitvoering*

**Art. 26.** Enkel de oppervlakten gelegen op het geografisch grondgebied van het Waalse Gewest komen in aanmerking voor de vergoedingen bedoeld in dit besluit.

De vergoedingen en de toelagen voorgeschreven op grond van dit besluit zijn niet cumuleerbaar met de toelagen toegekend aan de natuur- en bosreservaten in de zin van artikel 3 van de wet op het natuurbehoud.

**Art. 27.** § 1. De Administratie is belast met de betaling van de vergoedingen en de toelagen bepaald bij dit besluit en met de terugvordering van de onrechtmatige betalingen.

#### HOOFDSTUK XII. — *Controles en boetes*

**Art. 28.** De ambtenaren van de Administratie zijn ertoe gemachtigd de naleving van de verbintenissen en de bepalingen te controleren bedoeld in het aanwijzingsbesluit van een Natura 2000-locatie, in het besluit van de Waalse Regering van 23 oktober 2008 betreffende de algemene preventieve maatregelen die toepasselijk zijn op de Natura 2000-locaties, in het beheerscontract en in dit besluit.

**Art. 29.** Elke weigering van controle heeft automatisch de weigering van de vergoedingsaanvraag tot gevolg.

**Art. 30.** Indien de verbintenissen en bepalingen bedoeld in het aanwijzingsbesluit, in het besluit van de Waalse Regering van 23 oktober 2008 betreffende de algemene preventieve maatregelen die toepasselijk zijn op de Natura 2000-locaties, in het beheerscontract en in dit besluit niet worden nageleefd, worden de volgende boetes toegepast :

1° als het niet-naleven van de verbintenissen en bepalingen een in de tijd beperkte negatieve impact heeft op het natuurlijke erfgoed (maximum één jaar), zal er geen enkele vergoeding ontvangen worden voor de percelen die het voorwerp uitmaken van een vergoedingsaanvraag. Deze sanctie wordt toegepast voor de vergoedingen en toelagen die moeten geïnd worden voor het jaar waarin de niet-naleving is vastgesteld;

2° als de niet naleving van de verbintenissen en wettelijke bepalingen een negatieve impact heeft op het natuurlijke erfgoed op middellange of lange termijn (meer dan één jaar) wordt er, naast de sanctie bedoeld in artikel 30 1°, een aanvraag tot terugbetaling van de totaliteit van de vergoedingen en toelagen geïnd voor dit perceel krachtens dit besluit aan de begunstigde gericht. Deze sanctie wordt over een maximum van tien jaar vóór de niet-naleving toegepast.

#### HOOFDSTUK XIII. — *Slotbepalingen*

**Art. 31.** Wat betreft de vergoedingen en de toelagen bedoeld in de artikelen 4, 6 en 7 van dit besluit, geïnd door een eigenaar krachtens dit besluit, zal elke begunstigde deze vergoedingen en/of toelagen kunnen innen naar rato van een maximum bedrag van 200.000 euro tijdens de drie opeenvolgende boekjaren en voor het geheel van de deze percelen opgenomen in Natura 2000.

**Art. 32.** Op straffe van uitsluiting dient elk beroep tegen een beslissing van de Administratie aan laatstgenoemde te worden gericht binnen de dertig kalenderdagen volgend op de kennisgeving van de beslissing.

**Art. 33.** De directeur-generaal van het Operationeel Directoraat-generaal Landbouw, Natuurlijke Hulpbronnen en Leefmilieu van de Waalse Overheidsdienst of, bij afwezigheid of verhindering, zijn plaatsvervanger, wordt ertoe gemachtigd de uitgaven betreffende de in dit besluit bedoelde vergoedingen en toelagen vast te leggen, goed te keuren en te ordonnanceren.

**Art. 34.** Dit besluit treedt in werking tien dagen na zijn bekendmaking in het *Belgisch Staatsblad* als deze bekendmaking volgt op het decreet van 30 april 2009 houdende bepalingen tot wijziging van de wet van 12 juli 1973 op het natuurbehoud en van Boek I van het Milieuwetboek.

Bij gebrek treedt dit besluit in werking op de dag van de inwerkingtreding van het decreet van 30 april 2009 houdende bepalingen tot wijziging van de wet van 12 juli 1973 op het natuurbehoud en van Boek I van het Milieuwetboek.

Het is van toepassing op elke aanvraag om vergoeding of toelage ingediend na 2009.

**Art. 35.** De Minister van Landbouw, Leefmilieu, Landelijke Aangelegenheden, en Toerisme is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 30 april 2009.

De Minister-President,  
R DEMOTTE

De Minister van Landbouw, Landelijke Aangelegenheden, Leefmilieu en Toerisme,  
B. LUTGEN